



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1902 MERCREDI 1^{er} JANVIER 2014

Vœux à la nation

Le Congo s'engage à poursuivre sa mission en Centrafrique

En dépit des pertes essuyées par le contingent congolais dans le cadre de la Mission internationale de sécurisation de la Centrafrique, le président Denis Sassou-N'Gusso a, dans son message de vœux à la nation à l'occasion du Nouvel An 2014, insisté sur l'importance pour le Congo de ne pas renier ses engagements.

Parlant de la situation nationale, le chef de l'État a annoncé la poursuite des efforts du gouvernement dans le secteur de l'éducation. Puis, il a fait une mise en garde sévère aux fauteurs de trouble, allusion certaine aux événements du 16 décembre, au cours desquels la force publique était face aux partisans du colonel Marcel Ntsourou, ancien secrétaire général adjoint du Conseil national de sécurité.

« Notre peuple a beaucoup souffert d'en avoir été privé. Voilà pourquoi, quiconque s'avisera à remettre en cause la paix que notre pays a si chèrement recouvrée rencontrera l'autorité inflexible de l'État qui doit s'exercer sur tous, à tous les niveaux, avec rigueur », a prévenu Denis Sassou N'Gusso.

Lire l'intégralité du message en page 2



ATTAQUES DE KINSHASA ET LUBUMBASHI

Le bilan définitif est de 103 morts

Le gouvernement, qui vient d'initier une enquête judiciaire, se réserve toutefois de pointer le doigt sur qui que ce soit à cette étape pré-juridictionnelle de l'instruction.

DOSSIER

Bilan 2013 et projections 2014

Pages 4 à 9

ÉDITORIAL

Bonne année !

Page 2

CENTRAFRIQUE

Jean Yves le Drian souhaite une parfaite cohésion entre Sangaris et la Misca



Après une heure d'entretien, ce jeudi 2 janvier, avec le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le ministre français de la Défense, Jean Yves Le Drian, a plaidé pour « une bonne cohérence et une bonne coo-

pération entre l'opération Sangaris et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) » afin d'aller au résultat en Centrafrique.

Page 24

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Le haut commandement interpellé sur le suivi des agents détachés

Le président de la République a appelé mardi, en sa qualité de chef suprême des armées, le haut commandement militaire à tout mettre en œuvre pour un meilleur contrôle des effectifs afin de mettre un terme au vagabondage des militaires, policiers et gendarmes.

« La question de l'usage des agents de la force publique dans le cadre de la sécurisation des personnalités politico-administratives devra être réglée sans délai de sorte que le com-

mandement sache dans le cadre des détachements où se trouvent les hommes, quelles missions accomplissent-ils », a précisé le chef de l'État, Denis Sassou N'Gusso, à l'occasion du réveillon d'armes.

Dans le cadre de la modernisation de ce corps de métier, il a annoncé l'approbation prochaine par les deux chambres du parlement de la loi de programmation de la force publique.

Page 11

VIE DES PARTIS

Le PCT lève le voile sur les cadres suspendus

À travers une série d'actes datés du 31 décembre dernier, la direction du Parti congolais du travail (PCT) a commencé à répondre aux interrogations qui fusaient depuis que son comité central avait décidé de sanctionner quatre-vingt-un dirigeants. Les premières mesures de suspension annoncées visent, entre autres, André Okombi Salissa et Nicolas Kossaloba, deux membres du bureau politique du parti, suspendus du comité central pour une durée indéterminée. Il leur est reproché de ne plus participer aux activités du parti. Le PCT dit ainsi avoir amorcé la publication des actes qui va se poursuivre dans les prochains jours.

Page 3

ÉDITORIAL

Bonne année !

Oui, bonne et heureuse année à vous qui, chaque matin, six jours par semaine, lisez Les Dépêches de Brazzaville dans le but de vous tenir informés de la marche du Congo, de l'Afrique et du monde. Que 2014 soit pour chacune et pour chacun de vous une année faste qui comble vos attentes et celles de vos proches, qui vous permette aussi de progresser sur la voie que vous avez choisie, qui vous réserve surtout de grands et forts moments de bonheur.

Sachez que tout au long des douze prochains mois nous assumerons, comme nous l'avons fait en 2013 et dans les années précédentes, la mission qui nous est assignée par notre métier : observer, scruter, analyser l'actualité, puis rassembler et traiter les informations qui en surgissent afin de vous les retransmettre, sans jamais les déformer, dans les colonnes de ce journal. Ainsi le veut le pacte non écrit qui nous lie, ici et ailleurs, aux dizaines de milliers de lecteurs qui nous font confiance, achètent chaque matin la version papier des *Dépêches de Brazzaville*, ou téléchargent sur Internet sa version électronique. Ainsi en sera-t-il tout au long de cette nouvelle année.

2013 fut pour notre quotidien une année faste même s'il a dû résoudre les problèmes techniques que générait l'augmentation constante de son lectorat. 2014, dont nous vivons les premières heures, s'annonce dès à présent comme une année aussi active et prometteuse dans la mesure où les Congolaises et les Congolais manifestent un intérêt croissant pour la chose écrite, dans la mesure aussi où le Bassin du Congo se prépare lui-même à devenir l'une des communautés régionales les plus vivantes, les plus dynamiques du continent.

Faire des *Dépêches de Brazzaville* un organe d'information à l'échelle de l'Afrique centrale, capable donc de rassembler et de diffuser chaque jour des nouvelles concernant les douze pays qui composent la région, est plus que jamais l'objectif que nous visons. Même s'il paraît utopique en ces temps troublés où nos plus proches voisins connaissent des troubles profonds, nous savons que l'histoire nous donnera raison.

Très bonne année donc à vous qui nous faites confiance. Nous ne vous décevrons pas !

Les Dépêches de Brazzaville

Message de vœux du président de la République le 31 décembre 2013

« Mes chers compatriotes, Voici venu le moment d'offrir à la nation, au peuple congolais dans sa diversité la plus accomplie, mes vœux les plus ardents de santé et de prospérité pour la nouvelle année 2014. Ces mêmes vœux, je les adresse à tous les étrangers qui résident au Congo et qui partagent nos joies et nos peines.

Je ne saurais poursuivre cette adresse sans exprimer mon grand chagrin et ma profonde tristesse suite à la mort en République centrafricaine de six de nos jeunes soldats. Je présente à leurs familles respectives mes condoléances les plus émues. J'invite la nation à s'incliner, avec respect, devant leur mémoire. Aux soldats blessés, qui sont actuellement en soins, j'adresse mes souhaits de prompt rétablissement. Aux valeureux officiers et hommes de troupes du contingent congolais, je forme des vœux de santé et de succès. À tous, je dis la reconnaissance éternelle de la République.

À la communauté nationale, je voudrais ici dire que le sacrifice de nos enfants n'est pas vain. Ils étaient en Centrafrique en mission de sécurité collective. Ils y étaient en mission de paix. Nous ne pouvions pas ne pas nous engager, aux côtés d'autres États à travers la Cémac, la Cécac, l'Union africaine et l'ONU, pour prendre les rôles évidents que le Congo devait y jouer. Et puis, il s'agit de la République centrafricaine. Un pays dont l'histoire et la géographie nous lient si intimement. Un pays dont l'implosion pourrait avoir sur l'ensemble de notre sous-région des conséquences tragiques et fatales. Nous devons impérativement conjurer un sort si funeste.

Mes chers compatriotes, Au gré du temps qui passe, le Congo, notre cher pays, avance. Il avance, uni, libre et souverain, vers les buts de sa destinée. D'année en année, malgré les difficultés et les écueils, notre pays progresse. Il progresse, avec assurance, porté par de grandes ambitions qu'il s'est données à travers le Chemin d'avenir, notre pacte de développement et de solidarité. Qu'il nous souvienne ! Par ce pacte auquel sont liés tant d'espoirs et attachés tant de défis, nous avons refusé l'immobilisme pour nous engager avec conviction dans le seul combat qui nous est essentiel : le combat du développement, le combat pour la vie. Ce combat, nous le savons, ne connaît ni trêve, ni répit. Il est de tous les temps, il est de toutes les années. Il est de toutes les saisons. C'est ainsi qu'au cours de l'année qui s'achève ce soir, nous ne nous sommes pas dispensés de l'effort nécessaire à la modernisation et au progrès de notre pays.

Mes chers compatriotes, Pour 2014, je prends l'engagement au nom du gouvernement que cette œuvre importante et exaltante de la

marche du Congo vers l'émergence sera poursuivie avec davantage d'ardeur et de détermination. Il s'agira, puisque l'école est le berceau de la République, de redonner au cours de cette année, en termes d'investissements publics, la priorité à ce secteur; en prenant en compte, cette fois-ci, l'ensemble du système éducatif : enseignement fondamental, enseignement technique, formation qualifiante et enseignement supérieur.

Il s'agira de continuer d'encourager l'industrialisation du pays pour espérer résorber le chômage du présent, demeurer en capacité de créer de nombreux emplois et rendre irréversibles les progrès socioéconomiques accomplis. Il s'agira de poursuivre en amplifiant l'équipement du pays en infrastructures de base. Il s'agira de continuer d'accorder au dialogue son rôle, son utilité et sa crédibilité. Afin que : au plan social, les recommandations du Comité national du dialogue social soient mises en œuvre progressivement dès 2014, comme convenu ; au plan politique, les prochaines élections locales et sénatoriales se déroulent dans la paix, la liberté et la transparence. Un tel succès que j'appelle de tous mes vœux confirmera le caractère irréversible de notre choix démocratique. J'invite tous les acteurs politiques de notre pays à faire preuve de responsabilité, de dignité et d'honneur pour que ce rendez-vous politique soit la victoire du Congo et de sa démocratie.

Il s'agira de continuer à assurer à notre pays et à notre peuple la paix. La paix pour tous et pour chacun. Nous savons ce que c'est que d'en manquer. Notre peuple a beaucoup souffert d'en avoir été privé. Voilà pourquoi, quiconque s'avisera de remettre en cause la paix que notre pays a si chèrement recouvrée, rencontrera l'autorité inflexible de l'État qui doit s'exercer sur tous, à tous les niveaux, avec rigueur.

Il s'agira, enfin, au cours des douze prochains mois, d'affermir notre diplomatie pour que notre pays fasse toujours entendre sa voix et continue de prendre toute sa place sur l'échiquier africain et international.

Voilà, mes chers compatriotes, ce que sera 2014 !

Je suis fondé à croire que cette nouvelle année sera heureuse. Par-delà les soubresauts de l'histoire, par-delà nos prétendues différences, 2014 devra renforcer la volonté générale qui nous anime tous et demeure notre passion commune et sublime : celle de vivre ensemble pour toujours. Donnons-nous donc la main ; mutualisons nos énergies et mettons notre génie créateur au service d'une seule et même cause : la sauvegarde d'une République digne ayant pour socle une nation indivisible et prospère.

Bonne et heureuse année à tous. »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Le voile se lève sur les dirigeants sanctionnés

Dans notre publication du 30 décembre, nous annoncions que les actes en cours de signature seraient publiés pour régulariser les sanctions prises par le comité central du Parti congolais du travail (PCT) à l'encontre de quelques dirigeants. Voici les premiers de la série.

* André Okombi Salissa et Nicolas Kossaloba, membres du bureau politique. Ils sont suspendus du comité central du PCT pour une durée indéterminée. Il leur est reproché le fait de ne plus participer aux activités du parti et d'animer, par ailleurs, d'autres formations politiques. Cette décision leur fait perdre du coup la qualité de membres du bureau politique.

* Roger Christian Okemba, Paul Albert Tchignoumba et Macaire Nzomono sont suspendus du comité central pour une durée de douze mois pour s'être présentés en indépendants contre les candidats du parti aux élections législatives de 2012.

* Alexandre Honoré Paka, membre du bureau politique, reçoit un avertissement pour avoir manqué, selon l'acte, à son devoir lors des élections législatives de 2012.

* Grégoire Lefouoba, membre du comité central, reçoit un blâme pour non-respect des consignes de la direction nationale lors des élections législatives de 2012.

* Roger Édouard Okoula, député, reçoit un blâme pour avoir changé unilatéralement de suppléant lors des élections législatives de 2012.

* Servais Packa, membre du comité central, reçoit un avertissement pour "avoir manqué" à son devoir lors des élections législatives de 2012.

* Jean Yala, membre du comité central, se voit infliger un avertissement pour avoir soutenu un candidat adverse lors des élections législatives de 2012.

Roger Ngombé

Des souvenirs à l'occasion du 31 décembre

Les cadres et militants du Parti congolais du travail (PCT), présents à Brazzaville, se sont recueillis le 31 décembre, devant la stèle de Marien Ngouabi, fondateur de leur parti.

Cette date marque la naissance du président Marien Ngouabi, en 1938 et la création du PCT, en 1969. La cérémonie, qui a duré près d'une quarantaine de minutes, a été présidée par le secrétaire général du parti, Pierre Ngolo, qui a procédé au dépôt d'une gerbe de fleurs au pied de la stèle érigée en mémoire de Marien Ngouabi dont le monument domine la cour du jardin public en face de son mausolée.

Le président du parti de la fédération de Brazzaville, Gabriel Oba Apounou, a déclaré à la presse que les membres du PCT demeurent toujours attachés aux idéaux de paix, de justice et de progrès que défendait le président Marien Ngouabi.

C'est l'attachement à ces idéaux, a-t-il ajouté, qui justifie la mobilisation des membres du PCT le 31 décembre de chaque année. Cette cérémonie que le parti a voulue sobre a été ponctuée par un apéritif servi dans le hall de la mairie centrale de Brazzaville.

R.Ng.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les bureaux déserts après les fêtes de fin d'année

Quelques rares personnes aux arrêts de bus : voilà un centre-ville ensoleillé mais froid en ce jeudi 2 janvier. La journée n'est pourtant pas officiellement déclarée fériée, chômée.



Le rond point de la Poste à Brazzaville, le jeudi 2 janvier à 10 heures

« Mais à quoi peut-on s'attendre après les fêtes chez les Congolais ? Il n'y a pas assez de mouvement et les gens ne circulent pas beaucoup. Surtout après avoir beaucoup consommé de bières la veille », affirme Joseph Bantimba, un chauffeur de taxi. Et d'ajouter : « D'ailleurs je vais bientôt me garer. »

Toutefois, selon certaines sources au ministère du Travail, il revient à chaque responsable, où qu'il se trouve, de prendre les mesures

qui s'imposent. « Dans les administrations, il y a des registres de travail ; alors que déjà les gens ne travaillent pas assez, ils en profitent pour se rajouter des journées chômées. Dans le secteur privé c'est autre chose. Il faudrait arriver à faire comme dans une fonction publique américaine, qui est une fonction d'emplois, c'est-à-dire qu'elle fonctionne comme le secteur privé. Vous êtes présent, c'est bien, si vous ne l'êtes pas, c'est

noté », a témoigné un fonctionnaire sous couvert d'anonymat. Pour la plupart des gens interrogés, l'absentéisme au travail est devenu une pratique profitable pour les fonctionnaires congolais, surtout pendant la période des fêtes où ils n'hésitent pas à désertter les bureaux.

Peut-être fallait-il au gouvernement publier un message appelant les fonctionnaires au travail pour éviter un jour de congé décidé de façon délibérée. « C'est au gouvernement de publier un message et d'anticiper. Ceci arrive parce qu'il ya un laisser-aller. En fait les gens prennent prétexte sur la fatigue née de la fête et sur le fait que nombre de responsables fêtent dans leurs villages et ne se présentent pas à leurs bureaux le jour suivant », déclare un agent rencontré dans une entreprise privée.

Guillaume Ondzé

Fierbac offre des vivres aux populations

Pour célébrer les fêtes de fin d'année, le président de l'association « Fier de vivre à Baongo » (Fierbac), Patou Kimbalou, a distribué des denrées alimentaires à un échantillon des populations du deuxième arrondissement de Brazzaville.

Ainsi, des personnes vulnérables, notamment des femmes âgées et des filles mères démunies, ont reçu en ce 31 décembre, des haricots, de l'huile, du chinchard, des cuisses de poulet, etc. Ces populations de Baongo ont salué cet acte et de-

mandent que de telles actions se pérennisent, à travers la création d'activités génératrices de revenus afin d'aider les désœuvrés.

Depuis cinq ans, Fierbac, qui a pour vocation d'aider particulièrement les femmes du troisième âge et les filles mères démunies, leur vient en aide au moment des fêtes de fin d'année. « Nous nous sommes organisés pour sauver les valeurs morales de cet arrondissement, car ce n'est pas seulement le côté social qui prime. Ces populations

sont un échantillon venu de tous les quartiers de Baongo. Aujourd'hui on ne peut satisfaire tout le monde », a indiqué Patou Kimbalou.

Pour mener à bien son projet, le président de cette association sollicite chaque année le soutien de différentes personnalités afin de venir en aide aux bénéficiaires. Cette année, l'initiative a été financée par le président de la Dynamique républicaine pour le développement, Hellot Matson Mampouya.

Josiane Mambou Loukoula

PSDC

Clément Mierassa : « Le président ne comble pas les attentes... »

Lors d'une conférence de presse, le 1^{er} janvier, le président du Parti socio-démocrate congolais (PSDC), a affirmé que le message du président de la République ne comblait pas les attentes des Congolais. Il s'est, selon lui, caractérisé par une absence totale de visibilité et de vision.

La déception des Congolais est à son comble, a ajouté Clément Mierassa, au regard du taux de croissance qu'affiche le pays, qui, non seulement n'améliore pas leur condition sociale, mais surtout ne crée pas d'emplois pour les jeunes. « Les Congolais attendaient des réponses claires à des problèmes précis », a-t-il souligné.

« Nous avons retenu que le Congo avance et qu'il est engagé dans le combat du développement, que l'échec du pouvoir en ce qui concerne le système éducatif est patent, que le Congo est riche mais



Clément Mierassa lors de sa déclaration (© DR).

que, paradoxalement, les Congolais sont extrêmement pauvres. Nous avons également noté que le gouvernement s'obs-

tine à ne pas organiser des élections libres, démocratiques et transparentes », a-t-il commenté. Pour Clément Mierassa,

le pouvoir ne fait pas ce qu'il dit et ne dit surtout pas ce qu'il fait. Selon lui, ce message exprime à la limite une menace, la volonté d'instaurer la démocratie de l'intimidation, approche qui est soutenue par le désir ardent de sortir la force publique de sa neutralité.

La Constitution ?

Abordant la question de la révision de la Constitution du 20 janvier 2002, Clément Mierassa estime que le nombre de mandats ne doit pas être modifié. Il y a, a-t-il souligné, la notion de la continuité de l'État et personne ne doit se considérer comme irremplaçable. « Ne faisons pas de la fin du mandat du président Denis Sassou N'Guesso un problème qui va opposer les Congolais. Les choses sont bien écrites, elles sont claires : on ne peut pas changer la Constitution, ce n'est pas possible. On ne peut

pas la réviser au regard de l'article 185 et faire autrement signifierait qu'on veut perturber la paix. Les Congolais sont fatigués des hommes politiques qui sont prêts à tout et même à les sacrifier pour leurs intérêts », a-t-il ajouté.

Et le recensement ?

Au sujet des élections, Clément Mierassa affirme que le pouvoir est bien gêné car il a maintenant pleinement conscience que le recensement administratif spécial, qui devait permettre la détermination d'un corps électoral fiable, a été un échec. Face à cet état de fait, on compte, selon lui, sur la force publique, qui devrait rester neutre, pour apeurer les citoyens. En choisissant le silence sur les problèmes qui touchent le pays, en mettant en place un système qui affaiblit les institutions, le pouvoir menace la paix, a-t-il conclu.

Jean-Jacques Koubemba

2013 en quelques lignes

Une année conflictuelle ? Si l'on s'en tient à l'avalanche des contestations, de revendications et violences enregistrées au long des douze derniers mois dans plusieurs pays, l'année 2013 qui vient de se terminer aura maintenu son thermomètre à une température très élevée. Ce qui a justifié, pour ce qui

concerne l'Afrique centrale, précisément, une succession de sommets des chefs d'État de la sous-région consacrés à la Centrafrique, et plus loin, l'organisation à Paris, en France, d'un autre, baptisé sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique.

AFRIQUE

RDC. En ce début 2014, l'attention de la communauté internationale est tournée vers la République démocratique du Congo (RDC) en proie à l'instabilité dans l'Est de son territoire. Depuis une dizaine d'années, en effet, le pays fait face à l'action de « *groupes armés tant nationaux qu'étrangers* » (insistait l'Onu lors du sommet d'Addis-Abeba), il accuse son voisin rwandais d'en tirer les ficelles, en particulier autour de la rébellion du M23. La région des Grands Lacs est menacée d'implosion.

Le 24 février, « *un accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région* » est signé sous l'égide du Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki Moon, en présence des dirigeants de onze pays africains, parmi lesquels naturellement la RDC et le Rwanda, mais aussi le Congo impliqué au plus

indépendantistes : Ansar Dine, Mujoa, MNLA, MMA.

En apparence, il faut encore du temps pour apaiser le Mali qui s'est engagé aussi, au-delà de la guerre dans le nord, sur des dossiers judiciaires plus ou moins coriaces concernant notamment l'ancien chef de la junte militaire, Amadou Haya Sanogo et l'ex-chef de l'État, Amadou Toumani Touré. Le tombeur de Moussa Traoré encourt un procès pour haute trahison alors que son propre tombeur lui est, depuis, inculpé sous les chefs d'accusation de complicité d'enlèvements, meurtres et assassinats.

RCA. Croyait-on, peut-être, fort des accords de Libreville conclus le 11 janvier par les belligérants centrafricains, que ce pays avait franchi une étape importante sur le chemin de la réconciliation. Non. Les choses se sont précipitées avec la prise du pouvoir par les rebelles de la Séléka le 24



Est de la RDC : patrouille des casques bleus onusiens

mande, en mission de paix, en provenance de pays voisins et du continent ainsi que de la France. Sur le terrain, les violences qui se poursuivent montrent à quel point ce pays mérite le soutien de tous, de sorte que ce qui lui arrive n'ait pas des effets déstabilisateurs sur l'ensemble de la sous-ré-

volet extérieur, sur les engagements du pays vis-à-vis de ses partenaires ; un volet intérieur, traitant du quotidien des Congolais. Au plan extérieur, Brazzaville a répondu présente aux appels de solidarité des pays amis et frères en difficulté. L'engagement sur la crise centrafricaine est demeuré constant. En sa qualité de médiateur, le président Denis Sassou N'Guesso a reçu plusieurs fois les dirigeants de transition et s'est rendu en personne à Bangui. La solidarité à l'égard de la RDC ne s'est pas démentie, comme l'ont prouvé les nombreuses visites échangées par les dirigeants des deux pays. Le soutien logistique apporté au Tchad durant sa campagne malienne est à mettre au compte de cette solidarité africaine.

Par ailleurs, le Congo a été honoré par la visite du président chinois Xi Jinping, Brazzaville et Pékin préparant par ailleurs de célébrer bientôt les 50 ans de leurs relations diplomatiques. Les relations avec la Côte d'Ivoire ont connu un regain d'intérêt avec le séjour de travail du président Alassane Ouattara, au même titre que celles liant le Congo au Rwanda, au Burundi et à l'Afrique du Sud. Reçu par son homologue François Hollande au mois d'avril, Denis Sassou N'Guesso avait plaidé pour le renforcement de la coopération avec Paris sur « *le volet de la formation professionnelle et qualifiante* ». Hôte du Medef Interna-

tional (le patronat français) il incitait les hommes d'affaires français à investir davantage au Congo, alors qu'à l'adresse de la diaspora congolaise, le chef de l'État lâchait tout simplement « *Le Congo a besoin de vous* ». Plusieurs dirigeants africains et de nombreux experts ont pris part à Brazzaville, à l'initiative du magazine Forbes Afrique, au Forum sur l'émergence des classes moyennes africaines.

Les sujets qui fâchent

On ne peut passer sous silence la mise en examen, en France, du général Norbert Dabira par la justice française dans le cadre de « l'affaire des disparus du Beach ». On ne peut non plus ne pas évoquer la récurrente affaire dite des Biens mal acquis, qui envenime autant que la première le climat entre Paris et Brazzaville. Dans la première affaire, le Congo, par la voix du ministre de la Justice et des droits humains, Aimé Emmanuel Yoka, dénonçait, lors d'une conférence de presse, le 26 août « *un acharnement politique, une agression permanente et systématiques aux relents colonialistes* », invoquant l'autorité de la chose jugée. (Un procès sur l'affaire a eu lieu au Congo en 2005).

Dans la seconde, où il est visé par les plaintes des ONG Transparency International et Sherpa, le président de la République, dans une interview accordée à Paris Match, le 4 décembre, parle de volonté de nuire : « *J'ai fait une déclaration autorisant les banques à rendre publics les comptes éventuels que je pourrais détenir directement ou indirectement. À ce jour, je suis sans nouvelles de leur part* ». Sur ces deux affaires, les relations entre le Congo et la France en restent là : froides.

Celles avec l'Angola ont connu un pic de tension, en octobre, à la frontière de Kimongo, dans le Niari. Une cinquantaine de soldats congolais était retenue par les militaires angolais à Cabinda, avant



Camp Mpoko à Bangui : quartier général de la Misca et de Sangaris, photo Adiac

haut niveau à travers le président Denis Sassou N'Guesso.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, de longs pourparlers menés en Ouganda, aboutissent, le 5 novembre, à la dissolution du M23. Tous les problèmes d'insécurité ne sont pour autant pas réglés en RDC. En témoignent les attaques simultanées des symboles de l'État le 30 décembre à Kinshasa, Lubumbashi et Kindu.

MALI. Bien avant la réunion d'Addis-Abeba sur la RDC, le Mali est entré en guerre contre des groupes islamistes dans le nord de son territoire avec l'appui décisif des forces françaises de l'opération Serval et un engagement là également déterminant du contingent tchadien. Les hostilités commencent le 11 janvier, après que la France avait obtenu le feu vert du Conseil de sécurité de l'Onu à la demande des autorités maliennes de transition. Dans sa phase opérationnelle, Serval a fait connaître au monde, à travers les médias, les régions et les villes intérieures maliennes comme les Iforas, Kidal, Gao, mais aussi les noms des groupes djihadistes ou

mars. Conduits par Michel Djotodia, ces derniers renversent le président François Bozizé. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac) constate les dégâts et sauve l'essentiel, presque, en insistant sur l'intangibilité de la clause des accords concernant le rôle et la « longévité » du Premier ministre de transition, Nicolas Tiangaye.

Instable depuis les années de son indépendance, la Centrafrique le prouvera encore davantage avec la présence sur son sol de plusieurs soldats arrivés à la de-

gion.

Soudan du Sud. Les positions se durcissent entre le président Salva Kiir et son ex-vice-président Riek Machar, en guerre depuis la mi-décembre. Les morts et les déplacés se comptent par milliers. La communauté internationale se mobilise pour que le jeune État, né à peine le 9 juillet 2011, ne sombre pas dans une guerre civile dont les conséquences pourraient déstabiliser plusieurs pays de la région.

Le Congo alors ?

Lisons 2013 sur deux volets : un



Des grands défis attendent le nouveau président malien, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) |

Idées-forces sujet en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « *Il ne sera plus permis d'observer un quelconque vagabondage d'éléments dans quelque structure que ce soit au niveau de l'État.* »

Denis Sassou-N'Guesso, président de la République du Congo, le 31 décembre 2013 à Brazzaville, lors du réveillon d'armes.

□ « *En Afrique, plusieurs types de droits se superposent: il y a le droit coutumier; les droits de l'État dans les ex-pays communistes et les droits liés à l'usage... Il faut procéder intelligemment.* »

Alexandre Vilgrain, président du Conseil français des investisseurs en Afrique et PDG du groupe agro-industriel Somdiaa, sur RFI, le 24 octobre 2013.

□ « *Il faut rallumer les projecteurs sur l'Afrique sans cacher les ombres qui existent, mais sans occulter non plus les formidables lumières qui en proviennent.* »

Emma Bonino, ministre italienne des Affaires étrangères, le 30 décembre 2013 à Rome à l'occasion du lancement de l'initiative Italia-Africa.

□ « *Plutôt qu'une industrialisation massive, le continent africain devrait privilégier l'agriculture et des activités à forte valeur ajoutée. Et aider aussi les petites activités et les petits projets.* »

Francisco Ferreira, chef économiste Afrique à la Banque mondiale, spécialiste des questions de développement, interview dans Libération, le 30 décembre.

2013 en quelques lignes (suite)

que les choses ne rentrent dans l'ordre. « *Les Congolais restent nos amis et tout cela n'était qu'un malentendu* » déclarait le ministre angolais des Affaires étrangères, George Chicoty, dans une interview en décembre, à Jeune Afrique.

Le quotidien

Revenons à l'année conflictuelle : les syndicats des enseignants ont mené une grève de plusieurs mois, qui a failli coûter aux élèves l'année scolaire. Les agents municipaux de Brazzaville et Pointe-Noire ont aussi observé un long arrêt de travail. Les greffiers ont reconduit jusqu'en janvier leur grève commencée en décembre 2012. Les sinistrés des explosions du 4 mars ont élevé le ton plusieurs fois, jusqu'à se faire disperser par la police le 1er août. La police a aussi dispersé à Pointe-Noire une manifestation de hors-la-loi présumés qui protestaient contre la mort d'un « Kulu-luna ».

Une opération a concerné le rétablissement de l'ordre public, le 16 décembre, à Brazzaville. Elle a

congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) de Bernard Kolélas. Née dans la douleur de la séparation avec ses anciens amis, la DRD est en train de se frayer son propre chemin. Le lien avec le tuteur ya Bekol devenant de plus en plus disputé. Par contre la naissance, enfin, des deux organisations féminine et juvénile du Parti congolais du travail (PCT), l'Organisation des femmes du Congo (OFC) et la Force montante congolaise (FMC) peut être le point de départ d'une refonte de l'ex-parti unique.

Les observateurs se sont efforces de poser la question de savoir pourquoi les dénominations des deux mouvements affiliés ne font pas référence au PCT. Ils oublient, peut-être, que l'Union révolutionnaire des femmes du Congo (URFC) et l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC), ancêtres des nouvelles « succursales » du PCT n'ont guère manqué à leur devoir de fidélité vis-à-vis de celui-ci. Elles avaient d'ailleurs vu le jour avant le parti. Deux lignes pour terminer sur ce chapitre.

port Cémac. Un bémol tout de même avec la volte-face de la Guinée Équatoriale. Confronté à la fourniture de l'électricité, le Congo a conclu en juin un partenariat de performance liant la Société nationale d'électricité à Électricité de France (EDF). Les consommateurs en attendent les retombées.

Au plan agricole, le Congo a renoué avec l'exportation du cacao à la suite d'un accord signé en juin avec la société CIB-Olam. Dans le même ordre d'idée, la société Malaisienne Eco-Oil Énergie s'est engagée à relancer les palmeraies de Mokéko. Pour sa part, Atama Production a conquis de vastes espaces dans la même région pour y développer le palmier à huile. Cela s'est plutôt bien passé, le Congo et l'Angola ont avancé dans le processus d'exploitation commune du champ pétrolier de Lianzi dont l'entrée en production attendra 2015.

À l'initiative du magazine Forbes, Brazzaville a réuni le 23 juillet de nombreux chefs d'État et experts pour parler de l'« Émergence des classes moyennes africaines, en-



Le chef de l'État (au centre) avec les Diables Rouges juniors vainqueurs des Jeux de la Francophonie 2013

conduit à l'arrestation de l'ancien numéro 2 du Conseil national de sécurité, le colonel Marcel Ntsourou. Les conseillers départementaux et municipaux, à la recherche d'un statut particulier, n'ont eu de cesse, eux aussi, de réclamer une sorte de « reclassement » parlementaire donnant droit à un « meilleur » traitement. Associés aux décisions de Dolisie, plusieurs partis de l'opposition modérée suspendaient, le 12 juin, leur participation dans les opérations du recensement administratif spécial en cours.

Ce quotidien a été aussi celui du phénomène des demi-terrains, toujours en vigueur, des délestages dans la fourniture de l'eau et de l'électricité, des embouteillages monstres, que l'on peut attribuer, en partie, à la mise en chantier de plusieurs infrastructures routières dans la capitale congolaise.

Dans l'arène politique de ce quotidien, le fait saillant est la création de la Dynamique républicaine pour le développement (DRD), parti fondé par le ministre Matson Hellot Mampouya, ancien « enfant terrible » du Mouvement

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), principale formation de l'opposition s'est battue sur plusieurs fronts. Celui de son existence devant la contestation menée par ses anciens caciques, et celui de son indépendance de vues devant les partis signataires de la déclaration du 17 août. C'est sous cette appellation qu'est aujourd'hui rangée ce que l'on appelle chez nous l'opposition radicale.

Bons points

Ce tableau conflictuel ne peut faire oublier les moments de joie partagés au cours des douze derniers mois. Le 15 août, Djambala, chef-lieu du département des Plateaux, était vêtu aux couleurs de la République à l'occasion des festivités de l'indépendance. Une enveloppe de 438 milliards FCFA soutient la municipalisation du département. Toujours attendue, la future compagnie aérienne Air-Cémac a installé son siège à Brazzaville, le 7 mars.

C'est aussi pour accélérer l'intégration sous-régionale que les six pays de la Cémac ont décidé, en juin, de lancer en 2014 le passe-

trepreneur et nouveau mode de consommation ». Des débats de hauts niveaux dont on espère que les enseignements partagés seront exploités à bon escient par les décideurs à tous les niveaux. Terre de culture par excellence, le Congo avait accueilli, en février, le célèbre festival « Étonnants voyageurs », puis en juillet, la neuvième édition du Festival panafricain de musique. Le pays récipiendaire de la lointaine Coupe d'Afrique des nations de football 1972 a conquis en septembre, à Nice, en France, dans la même discipline, la médaille d'or des septièmes jeux de la Francophonie. Les gosses de moins de 20 ans ont été reçus par le président de la République et mérité les hommages de la nation. Solidarité, mais aussi reconnaissance, le Congo a rendu un hommage mérité à Nelson Mandela, salué la mémoire de Tabu Ley Rochereau et de Jacques Loubelo, l'inépuisable chanteur de « Congo », l'hymne à la concorde nationale. Cette concorde dont tous les pays du monde ont tant besoin pour aller de l'avant.

Gankama N'Siah

FIN D'ANNÉE

**POUR VOS CADEAUX
EN PEINTURE, SCULPTURE,
CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
UNE SEULE ADRESSE :
LE MUSÉE GALÉRIE
DU BASSIN DU CONGO**

**LE MUSÉE DU BASSIN DU CONGO
SIS DANS L'ENCEINTE
DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE**

RECENSEMENT ADMINISTRATIF SPÉCIAL

Brazzaville et Pointe-Noire en retard dans l'exécution de l'opération

Le recensement administratif spécial est considéré par l'ensemble de la classe politique congolaise comme une opération fondamentale. D'elle, dépend le processus électoral. À ce jour, cette opération suscite divers commentaires. Au niveau des dix autres départements du Congo, les opérations du recensement sont très avancées avec l'affichage des listes provisoires. Pendant ce temps, Brazzaville et Pointe-Noire tiennent leurs populations en haleine.

Il convient de rappeler que le Recensement administratif spécial (RAS) est une recommandation issue de la concertation politique de Dolisie tenue en mars 2013. L'objectif de ce RAS étant de déterminer un corps électoral fiable. Parallèlement, Dolisie avait décidé de l'érection de la Commission nationale d'organisation des élections en un organe permanent, jouissant d'une autonomie administrative et financière. À cet organe toutes les attributions relatives à la préparation, à l'organisation et au déroulement du scrutin ; l'établissement des



Raymond Zéphirin Mboulou

cartes d'électeurs biométrique avec photo ; l'introduction progressive dans la législation nationale de l'usage du bulletin unique et le renforcement des attributions du comité de suivi dans l'exécution des conclusions de la concertation politique d'Ewo et de Dolisie.

Lenteur constatée Dans la pratique, une seule recommandation est mise en exécution à ce jour : le recensement administratif spécial. D'où cette montée au créneau de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), partie prenante

à la rencontre de Dolisie. Elle a déploré, récemment, la lenteur que connaît le recensement administratif spécial au niveau des deux grandes villes du Congo. L'Upads a également appelé le gouvernement à tout mettre en œuvre pour que les autres recommandations de Dolisie soient exécutées.

Du côté des autorités, aucune explication officielle n'est donnée ni sur le retard du recensement administratif spécial à Brazzaville et Pointe-Noire ni sur les autres propositions de Dolisie dont la mise en œuvre tarde.

Or, le retard dans l'affichage des listes, à Brazzaville et à Pointe-Noire, empiète lourdement sur l'organisation des élections locales. En attendant, il laisse libre cours aux diverses spéculations et aux multiples interprétations. Les partis de l'opposition signataires de la déclaration du 17 août 2012, par exemple, ont, au cours d'une conférence de presse, dénoncé l'illégalité du Sénat, émanation des conseils départementaux et municipaux. Ils ont également déploré le fait que les assemblées locales ne siègent plus, alors que les départements et les communes ont plusieurs problèmes. Pour ces partis, il faut vite organiser les élections et mettre en place les conseils départementaux et municipaux si l'on veut accélérer le développement local. Une interpellation aux autorités en charge de l'organisation des élections. À elles de hâter les pas pour fixer, courant 2014, la date des élections locales au risque de porter préjudice au processus électoral.

De quels conseils locaux le Congo a besoin pour son développement ?

Il est de notoriété publique que la qualité des institutions est tributaire des capacités de propositions et de la force des analyses de leurs animateurs. Il importe, de ce fait, d'interpeller les individualités, les organisations politiques et civiles désireuses de proposer des candidats aux prochaines consultations locales, d'opérer des bons choix.

Car, le fonctionnement normal et régulier des conseils locaux témoigne de la bonne santé du processus de décentralisation. Ces assemblées locales, bien qu'elles éprouvent des problèmes énormes pour leur décollage effectif, essayent, à la mesure de leurs moyens financiers et techniques, de réaliser des projets d'intérêt communautaire qui sont indispensables à l'amélioration des conditions de vie des populations.

En effet, c'est depuis six mois que les conseils locaux et départementaux ne fonctionnent plus. Les problèmes des populations sont de ce fait restés pendents avec les conséquences que l'on peut imaginer.

Roger Ngombé

Vos envois vers le Cameroun

À partir de
3500
FCFA TTC⁽¹⁾



 **MoneyGram**[®]
transfert d'argent



(1) Tarifs en vigueur au 11 novembre 2013, modifiables sans préavis.

MoneyGram et le Globe sont des marques déposées par MoneyGram. Toutes les autres marques appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

©2013 MoneyGram. Tous droits réservés.

INFRASTRUCTURES

La grande bataille du gouvernement

Comme priorité pour 2014, le gouvernement entend poursuivre la dotation du territoire national en diverses infrastructures. Il s'agit, entre autres, d'intensifier le processus d'industrialisation du pays. Les infrastructures attendues joueront un rôle d'avant-garde dans la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, l'accélération de la croissance et la transformation structurelle du pays.

Dans cette optique, Brazzaville, capitale politique, abritera du 6 au 7 février 2014, le forum Build Africa, qui planchera sur les infrastructures au Congo dont on sait, pour certaines, qu'elles intègrent les projets de la Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et ceux du Népad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique). À l'occasion de ce forum, plusieurs thèmes feront l'objet de discussions : le renforcement du secteur électricité, l'eau potable, les routes et voies ferrées, les ports et aéroports, les télécommunications, et le programme de municipalisation accélérée. La question repose cependant sur l'impact de toutes ces infrastructures, actuellement en chantier, sur la vie générale des Congolais.

Eau et électricité

Malgré la construction du barrage hydroélectrique d'Imboulou (120MW), des centrales thermiques et à gaz, le ministère de l'Énergie et de l'hydraulique n'a pas encore satisfait les besoins des consommateurs. Ces derniers se plaignent de la mauvaise qualité du courant qui est fourni avec délestage, surtout à Brazzaville et à Pointe-Noire.

À propos, la production énergétique s'élève à 500MW aujourd'hui. Une capacité que le gouvernement compte augmenter pour mieux répondre à la demande. Pour y parvenir, la qualité des services et la gouvernance managériale constituent d'importants leviers. C'est ainsi que le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique a signé, en 2013, des contrats de prestation de services avec certaines sociétés françaises : Électricité de France (EDF) et VEOLIA. La première devra appuyer la Société nationale d'électricité (SNE) et la seconde travaillera avec la Société nationale de distribution d'eau (SNDE). Entre temps, pour 2014, le ministère a retenu comme priorité le suivi et l'exécution des contrats signés ainsi que la réalisation des projets en cours. Il s'agit notamment de la construction du barrage de Liouesso et de ses lignes attenantes, dans le département de la Sangha. Sont aussi annoncés les travaux du barrage de Sounda, dans le sud du pays. Les études de faisabilité y relatives seront lancées prochainement, assure un cadre de la Délégation générale

aux Grands travaux.

800 forages d'eau sont prévus cette année

Dans le domaine de l'eau, pour atteindre une couverture de 75% d'ici à 2015, tel que recommandé par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le gouvernement prévoit de construire 800 forages dans tous les départements, au premier trimestre de 2014.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet « Eau Pour Tous », lancé en août dernier à Madingou, dans le département de la Bouenza. Il vise la construction de 4.400 forages dans plus de 2.000 villages sur l'ensemble du pays. Déjà, le Congo a bénéficié en octobre dernier, du soutien financier d'une valeur de 8,5 milliards FCFA, de l'Agence intergouvernementale panafricaine « Eau et assainissement pour l'Afrique ». Les départements bénéficiaires sont : la Cuvette, les Plateaux, le Pool et le Niari. À Brazzaville, un déséquilibre existe entre l'offre et la demande en raison de croissance démographique. La 2^e usine à Djiri dont la construction est presque achevée augmentera l'offre en eau potable. Les spécialistes annoncent que sa capacité de production sera trois fois plus que celle de la première usine.

Cependant, le besoin demeure permanent car il faut environ 7000m³/h pour couvrir les besoins de Brazzaville. Actuellement cette production n'est que de 2250m³/h.

Infrastructures de transport

Le plan national mis en place depuis 2004 vise à corriger l'état des lieux critique du secteur routier et à développer la mobilité des personnes et des biens. De la description faite, s'agissant des routes, le Congo était fortement désenclavé. Sur 6551km de voies rete-



La route Loudima - Sibiti - Zanaga

nues pour recevoir, selon les cas, les travaux d'aménagement et de bitumage ou de réhabilitation, environ 1300 km de routes sont réhabilitées ou bitumées entre 2002 et 2012. Le cas de la route nationale n°2 qui assure la liaison de Brazzaville avec le Nord du pays. Elle connaît à ce jour des travaux de réhabilitation, à certains endroits, et de construction qui, à terme, devront l'ouvrir sur la rivière Sangha. De l'autre côté, la route nationale n°1, allant de Brazzaville à Pointe-Noire, est déjà praticable sur son tronçon Pointe-Noire-Dolisie alors que sur celui de Dolisie-Brazzaville, les travaux sont suffisamment avancés et l'ouvrage pourrait être réceptionné d'ici au mois de juin 2015.

L'épine dorsale

Le trafic ferroviaire est fortement limité par les dysfonctionnements du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO). La voie ferrée étant encore en mauvais état offre des conditions de voyage quelque peu désolantes. Un programme de réhabilitation et d'équipement d'ur-

gence du CFCO est en cours, avec en priorité, la réparation des vieilles locomotives et l'acquisition de nouvelles. Même avec l'acquisition du nouveau train, la Gazelle, le problème n'est pas totalement résolu, car l'achat des billets reste un véritable casse-tête, en raison de longues files d'attente. Les 648 places restent très insignifiantes vu le nombre de voyageurs en croissance. Le gouvernement espère tout de même qu'avec le partenariat de relations de travail qu'il a signées avec la société étatique chinoise, China Railway construction corporation international, la situation connaîtra un début de solution. La réhabilitation des lignes de chemin de fer Brazzaville - Pointe-Noire et de Mbinda-Mont Belo sont les projets concernés et confiés aux Chinois. Le chemin de fer actuel étant trop vieux car construit en 1934, la nécessité d'augmenter sa capacité de transport s'impose.

Maîtriser l'eau et le ciel

Concernant le sous-secteur du transport maritime, le port Auto-

nome de Pointe-Noire qui assure le transit des marchandises en provenance de plusieurs régions du monde, connaît sa modernisation et son expansion. Le port autonome de Brazzaville et les ports secondaires de Mossaka, Ouesso, Oyo et Impfondo sont, soit en chantier soit en voie de l'être. Le transport fluvial est jusque-là loin de satisfaire les usagers. Le ministère chargé de l'Économie fluviale et des voies navigables a déjà conclu des partenariats pour redorer ce secteur.

En près de 10 ans, le Congo s'est doté de 9 plateformes aéroportuaires dont : Brazzaville, Pointe-Noire, Ollombo, Dolisie, Ouesso, Impfondo, Ewo, Owando et Djambala. Seulement, à part ceux de Brazzaville et Pointe-Noire qui enregistrent un trafic important, les autres aéroports sont peu fréquentés.

Les NTIC et les mines : les nouveaux défis

Le projet de couverture nationale en télécommunication porté par la connexion du pays à la fibre optique n'a pas encore donné de fruits. 2014 s'annonce donc décisive pour ce secteur.

Déjà l'enquête congolaise en 2005 auprès des ménages avait conclu sur l'importance d'améliorer l'accès aux infrastructures de base, notamment en milieu urbain. L'objectif de cette enquête étant de tracer le profil de la pauvreté au Congo. Il en ressort un ensemble de privations au niveau des services sociaux et des infrastructures de base : un accès limité au réseau de traitement et de distribution d'eau potable ; l'insuffisance de la production et de la distribution d'énergie ; la faiblesse des systèmes de transport et de communication.

Les quelques entreprises minières, exerçant sur le sol congolais dont certaines sont en phase d'exploitation, présentent le déficit d'infrastructures qui ne leur permet pas de réaliser d'importantes productions.

Nancy France Loutoumba, Firmin Oyé et Lopelle Mboussa Gassia

Ministres et hauts fonctionnaires payeront-ils l'électricité et l'eau ?

Ce n'est pas une mesure que le ministre de l'Énergie et de l'hydraulique, Henri Ossebi, annonçait il y a quelques mois devant le Sénat. C'était un simple rappel. Mais l'évocation qui s'appuie sur une loi bien précise n'a semble-t-il pas encore trouvé de répondant.

Les ministres et autres hauts fonctionnaires ne payent pas l'électricité et l'eau. Le fait est frustrant et nombreux crient à une injustice grave. Les commerçants sur ce sujet sont abondants. Le citoyen lambda s'interroge pourquoi des Congolais placés au sommet de l'État doivent se soustraire aux charges que d'autres sont condamnés à honorer, parfois au prix de mille sacrifices.

Interrogé sur la question, le ministre Henri Ossebi a insisté sur le respect des textes réglementaires en la matière. « Les textes prévoient que les ministres et les hauts fonctionnaires de l'État, pour ceux qui sont concernés, ne bénéficient de la gratuité d'eau et d'électricité qu'à leur domicile de fonction, s'ils en sont pourvus, ou à défaut à leur résidence privée. En somme, la gratuité est autorisée uniquement pour un point de livraison. Or dans la pra-

tique, ce n'est pas le cas », a-t-il précisé, éclairant ainsi la lanterne des Congolais. En somme, outre la résidence de fonction, les autres domiciles n'entrent pas dans la gratuité de l'électricité et de l'eau. Ce qui est sûr, dans les mois à venir, probablement cette année, les ministres et hauts fonctionnaires payeront bien l'électricité et l'eau. « Nos entreprises qui ont la charge du service public de l'eau et de l'électricité vont installer des compteurs sur les points de livraison de l'État et de ses démembrés afin d'évaluer la consommation exacte de ces clients particuliers », souligne le ministre Henri Ossebi.

Une opération qui pourrait renflouer les caisses de la SNE. À titre illustratif, les pertes non techniques, c'est-à-dire, celles qui ne sont pas liées à la configuration du réseau électrique, sont de l'ordre de 50%, pour le cas de la SNE. Ce qui signifie que seule la moitié de l'énergie livrée au réseau est recouvrée. Pour le reste de ces pertes, précise-t-on, on note la fraude, les factures non payées de l'éclairage public, des hôpitaux, des usines d'eau, des bâtiments administratifs, etc.

Quentin Loubou

Après le pétrole et le bois, les TIC

Plus de 100 milliards de FCFA ont été injectés pour dynamiser le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) durant ces dernières années. La cagnotte est loin d'être bouclée au regard des travaux qui restent à réaliser. En 2014, soulignent des sources officielles, des ressources additionnelles devront être déployées car l'État congolais mise sur les TIC pour moderniser les autres secteurs traditionnels et diversifier l'économie.

Les technologies numériques ont vu leur rôle accroître dans la dynamique de l'économie globale du Congo. Elles ont ainsi participé à fortifier l'économie du pays en pourvoyant d'importantes ressources fiscales à l'Etat et ont contribué de façon significative dans la création d'emplois. « *Le secteur des TIC pointe aujourd'hui à la troisième place en termes après les secteurs du pétrole et du bois* », précise Guy Roland Ntsimba, Directeur des Nouvelles Technologies au ministère des postes et télécommunications. Le numérique apparaît de ce fait au cœur de la stratégie de développement au regard de la nouvelle stratégie de diversification de l'économie du pays encore fortement dominé par les secteurs traditionnels, le pétrole et le bois. Le Congo vise l'émergence à l'horizon 2025 et compte, de ce fait, s'appuyer sur les technologies numériques pour y arriver.

Faire du Congo un hub technologique

La position géographique du Congo lui permet d'être un pays de transit grâce au chemin de fer Congo Océan et au port de Pointe-Noire. Fort de ce positionnement stratégique, le pays espère ainsi transformer cet avantage en hub technologique pour toute la sous-région centrale. Le déploiement du premier technopole numérique, attendu cette année, et la mise en place d'incubateurs et autres zones économiques spéciales participeront au développement d'un écosystème fondé sur l'éclosion de contenus à haute valeur ajoutée. Cependant, suggère un spécialiste de la Maison des Informaticiens du Congo, il faudra que le pays crée des conditions favorables à la pénétration des TIC dans l'ensemble des segments de production, s'il espère concevoir d'importantes opportunités de développement de la filière numérique.

Il faudrait toutefois, conseillent des experts, accentuer les efforts pour une meilleure structuration de la filière des TIC. « *L'une des démarches attendues pour ce faire est de combler le déficit en termes de ressources humaines en mettant en place des dispositifs de formation adaptés aux besoins du secteur et des programmes de recherche capables de briser le vide* », soutient Alain Ndalla, directeur général de Megatel Système, une société du secteur des TIC. « *Il faudra également encourager la création d'incubateurs capables de fédérer des stars*



Le ministre Thierry Mougalla lors du lancement du premier point d'échange Internet congolais

up pour une meilleure éclosion des technologies », complète Véronique Mankou, Directeur général de VMK. La réactivation attendue de l'école des métiers de la Poste et des communications électroniques pour former plus d'ingénieurs devrait répondre à cette attente. Au cas contraire, le pays continuera de dépendre de la main d'œuvre et de l'expertise étrangères.

Organiser la filière TIC

Plus de 100 milliards de FCFA d'investissements ont servi à la mise en œuvre des trois grands projets d'infrastructures engagés par le gouvernement. Le projet West Africa Cable System (Wacs), le Projet de Couverture Nationale (PCN), le Projet Central Africa Backbone Composante République du Congo (CAB-CIT CG). Dans le cadre du projet Wacs, le Congo a achevé la mise en place technique des infrastructures d'accueil. Pour ce qui concerne celui de « Backbone » terrestre implémenté dans le cadre du PCN, les boucles métropolitaines ont déjà été déployées par les opérateurs. À ce jour, le Congo est connecté au réseau large bande grâce à l'aboutissement du projet Wacs. Entre Pointe-Noire et Brazzaville, la connexion est réelle. Cependant, le maillage de toute l'étendue du territoire en infrastructures de télécommunication n'est pas achevé. Elle se poursuit notamment, par le déploiement de la fibre optique, d'une part, de Brazzaville à la partie septentrionale du pays, et d'autre part, par la connexion des différentes villes. Les tests à Brazzaville et Pointe-Noire ont été lancés. « *Les prospects, personnes physiques et morales, qui expérimentent cette fibre sont satisfaits des délices que cela leur apporte en attendant la mise à disposition du grand public* », soutenait il y a quelques semaines le ministre Thierry Mougalla.

L'année 2014 devra être celle de la concrétisation de ce projet, à en croire les experts. L'économie numérique en dépend, et la transition analogique vers le numérique du secteur audiovisuel qui souffre encore de controverses entre acteurs concernés, dépendra également d'un meilleur accès au haut débit. Pour l'heure, le Comité national de coordination du passage de l'audiovisuel analogique au numérique doit se réunir afin d'adopter une dé-

marche consensuelle. Les pays comme le Sénégal sont déjà à pied d'œuvre dans ce processus avec une coordination agissante et des résultats encourageants. En 2014, le Congo devra se débarrasser de l'imbroglio qui entoure encore ce comité mis en place par décret pour ne pas rater cette révolution technologique qu'espère l'Union internationale des télécommunications en 2015.

Sur ce même chapitre haut débit, il faut noter l'interconnexion entre les États de la sous-région. En effet, le projet CAB est rentré dans une phase décisive. Après études, le projet s'appête à lancer cette année les travaux y relatifs au niveau des frontières du Congo, du Gabon et du Cameroun.

Les télécoms : un secteur mieux structuré

Il en ressort, au regard de cette analyse, que les attentes sont importantes et que beaucoup reste encore à faire. Pour l'heure, le secteur des télécommunications paraît mieux structuré que les autres secteurs de la filière TIC. Avec un taux de pénétration de 90% (pour une population estimée à 4,2 millions d'habitants) le marché de la téléphonie mobile est arrivé à maturité. Deux opérateurs déploient des offres de types 3G+, ce qui favorise davantage la pénétration de l'Internet mobile. Tous ces avantages sont matérialisés par une baisse continue des tarifs de communication. Durant ces cinq dernières années, on peut estimer entre 60 à 70% la baisse des tarifs de communication, combinée à l'amélioration de la qualité de services. La part de l'Internet commence à prendre de l'importance avec l'apparition des forfaits en connexion illimitée avec des tarifs d'abonnement de l'ordre de 30.000 FCFA mensuels. Mais les consommateurs sollicitent des tarifs de connexion encore plus bas, les forfaits mensuels sont encore réservés à une catégorie de clients nantis.

Si l'Internet mobile a du succès comme d'ailleurs dans la plupart des pays africains, l'Internet via haut débit fixe demeure encore un problème. Les débits sont faibles car la connexion satellitaire coûte très chère. Dans les cybercafés, les grincements de dent ne manquent pas chez ceux qui espèrent en vain un téléchargement. En attendant le haut débit par la fibre optique et à

des coûts accessibles, l'Internet fixe demeure encore un luxe. « *Les coûts pratiqués par les Fournisseurs d'Accès Internet à ce niveau sont encore loin des bourses des Congolais lambda. C'est ce qui justifie le succès de l'Internet mobile. Mais on ne peut pas tout faire avec son téléphone* », explique un gérant d'un cybercafé.

Gestion de la fibre optique et poursuite des réformes du secteur

Le développement du marché n'est pas encore terminé. La mise en service des infrastructures de télécommunications en cours de déploiement offrira - si les opérations se réalisent en toute concertation - un nouvel élan au développement du secteur, notamment sur le marché des données. C'est dans ce cadre, entre autres, qu'il faut saluer la mise en place du point d'Echange Internet du Congo. C'est le tout premier point d'échange internet de la sous-région d'Afrique centrale, assure l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce). « *Pour l'essentiel, il s'agit d'optimiser l'utilisation de la bande passante, contribuant ainsi à rendre plus fluides les échanges Internet et à faire du Congo, un pôle d'excellence en matière de TIC* », expliquait Yves Castanou, le directeur général de l'Arpce lors de l'inauguration du siège de l'Institution. La récupération du nom de domaine .cg, et l'installation d'un data center, l'acquisition et le déploiement de la fibre optique à travers le pays devra être le jalon majeur et fondamental de l'implémentation d'une société de l'information.

La réflexion sur la création prochaine d'une structure spécifique de gestion de la fibre optique et de régulation de ces technologies de l'information et de la communication, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de la cyber stratégie nationale, constitue sans doute une étape importante pour cette année.

De même, la poursuite des réformes institutionnelles avec une série de textes qui doivent accompagner l'arrivée de la société de l'information. Il s'agit précisément des projets de loi relatifs à la cybercriminalité, la protection des données à caractère personnel, les transactions électroniques et la lutte contre les délits internet afin de prévenir l'abus dans le domaine des TIC.

Quentin Loubou



Un pylône de télécommunication



Dans les cybercafés, le haut débit attendu n'est pas encore totalement opérationnel

11^{es} JEUX AFRICAINS

2014 : le dernier virage pour les athlètes congolais

Les fédérations sportives nationales n'ont pratiquement que cette année pour réajuster le processus de détection des talents, mettre des équipes en chantier et peaufiner les réglages techniques qui permettront aux compétiteurs nationaux de gagner des médailles dans cette compétition qu'ils livreront à domicile.

2014 est l'année charnière pour la préparation des athlètes congolais aux Jeux africains de 2015, dits Jeux du cinquantenaire. Si lors de la première édition de la compétition, disputée en 1965 à Brazzaville, le Congo n'a glané que cinq médailles dont une en or, deux en argent et deux autres en bronze, le pays compte faire mieux en 2015. Il y a 49 ans, le Congo avait occupé le dixième rang de cette compétition qu'il avait abritée. Une position que le pays compte améliorer sur l'ensemble des disciplines avec l'ambition de figurer au podium Légitime.

Un travail technique conséquent...

Seulement, les bons résultats dans de si hautes compétitions ne s'improvisent pas car les athlètes expérimentés des autres pays feront le déplacement de Brazzaville pour ajouter des médailles à leur palmarès de même que les autres athlètes ne vont pas se comporter en victimes résignées. Les compétiteurs congolais doivent donc se préparer en conséquence. Les fédérations sportives nationales sont tenues de faire en sorte que les athlètes ne manquent pas de compétitions pour une mise en jambe de qualité tant à l'échelle nationale qu'internationale. Elles devraient, par ailleurs, organiser des stages et des formations diverses, animés par des experts de haut niveau, sur l'ensemble des disciplines, en cette nouvelle année qui commence.

Toutes ces aspirations sont consignées dans les programmes de développement sportif des différents présidents des fédérations. D'ailleurs, c'est à base de ces programmes qu'ils ont été élus, il y a environ six mois. Les responsables de ces structures sportives avaient réitéré leur détermination à relever ce défi à l'occasion du lancement officiel de l'olympiade 2013-2016, par le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat. Ce dernier avait saisi

l'opportunité pour donner des instructions fermes aux présidents des fédérations à ce sujet.

Des retards ici et là...

Pourtant, jusque-là, certaines fédérations n'ont pas encore tenu leurs conseils fédéraux depuis le scrutin de mai 2013. Leurs programmes d'activités, qui doivent être validés ou amendés à cette occasion qui tarde à venir, sont donc restés lettres mortes. À l'exception, bien sûr, des Fédérations congolaises de Boxe, d'Athlétisme et de Handball dont le retard est justifié par la reprise des élections, après le contentieux électoral tranché par la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport et le comité olympique national sportif congolais. En athlétisme et au handball, les saisons sportives ont été lancées en attendant le conseil fédéral en raison de l'urgence des compétitions.

D'autres fédérations, par contre, ont tenu leurs conseils fédéraux sans organiser la moindre compétition ou formation le long de l'année écoulée. Ces fédérations évoquent le manque de moyens pour y parvenir. Les difficultés dans les financements des compétitions sont énormes, à en croire certaines langues. Seulement, il y a des fédérations qui, plongées dans les mêmes difficultés, ont songé à la mise en jambe des athlètes non seulement en organisant des compétitions nationales mais également en participant aux tournois internationaux.

Retour sur quelques activités organisées en 2013

La Fédération congolaise de tennis de table, figure parmi les structures sportives les plus actives et productives du point de vue des résultats pendant l'année écoulée. D'autant plus que lors de la Coupe d'Afrique des Nations de la discipline, disputée à Oyo en juillet 2013, les pongistes congolais ont été sacrés champions d'Afrique en version dames.

Le club Avenir de Brazzaville a décroché le titre de champion d'Afrique des clubs, à cette même occasion. Ces pongistes ont également pris part à un stage de perfectionnement en Chine pendant un mois. Le championnat national a été tenu à Dolisie du 28 au 29 décembre



Un combat de karaté

2013. La localité a bénéficié d'un gymnase spécifique à la pratique du tennis de table pour permettre aux talents de se révéler.

Au volleyball, les Diables rouges avaient pris part au deuxième tour des éliminatoires de la coupe du monde, à l'issue de laquelle ils ont obtenu leur ticket pour le dernier tour. Les championnats nationaux

également présents au 7èmes championnats d'Afrique disputés du 30 août au 1er septembre la même année en Tunisie. Le président de la Fécoka-Ama, Dominique Ondzé, a exhorté les athlètes à redoubler d'efforts dans le travail pour enregistrer des progrès techniques remarquables lors des compétitions au cours de l'année 2014. L'objectif étant de se diriger su-

3ème place, ces derniers sont attendus cette année au Championnat d'Afrique des Nations (Chan). La compétition va se disputer en Afrique du sud du 11 janvier au 1^{er} février 2014. Les Diables rouges qui vont au Chan pour la première fois visent le titre continental. L'équipe sera coachée à ce rendez-vous par l'ancien staff en attendant que Claude Le Roy n'entre



Un stage de natation

ont été organisés en dehors de la coupe des vétérans.

Au handball, les Diables rouges ont participé à la huitième coupe d'Afrique du 23 au 31 août, dans la catégorie cadette et la 19ème édition chez les juniors du 1^{er} au 9 septembre à Oyo. La moisson n'a pas été celle attendue même si l'équipe avait obtenu sa qualification pour la coupe du monde étant demi-finaliste. En cette année 2014, les Diables rouges iront en Algérie pour la 21ème Coupe d'Afrique des Nations seniors. Ils ont l'obligation de résultats. De même pour les basketteurs qui livreront à domicile la première édition de la coupe d'Afrique militaire de la discipline. La compétition aura lieu en octobre 2014 à Oyo.

La Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (Fécoka-Ama), en l'occurrence, a pu organiser ses vingtièmes championnats nationaux du 19 au 22 décembre ayant réuni plus 200 athlètes à Brazzaville. Les Diables rouges de cette discipline ont pris part aux championnats du monde en Espagne, du 7 au 10 novembre 2013. Ces karatékas étaient

rements vers les Jeux africains.

Au taekwondo, les athlètes ont participé à plusieurs stages technico-tactique, animés par des experts internationaux, en dehors du championnat national tenu le 29 décembre à Brazzaville. Grâce au travail fourni par les athlètes, le président de la Fédération internationale de la discipline, Ahmed Fouly, a promis financer un stage en Egypte en faveur des taekwondoïns congolais. Les judokas, par ailleurs, ont obtenu plusieurs médailles dont une en or lors du tournoi international de Cotonou, au Bénin. Même si, le championnat national de la discipline et quelques stages de formations tardent à venir.

Sur le plan footballistique, le championnat national d'élite 1 a porté ses fruits en 2013 : les joueurs y évoluant ont remporté, pour la deuxième consécutive, les Jeux de la francophonie à Nice. Le centre national de formation de la discipline a été dynamisé avec, à la clé, le recrutement d'un entraîneur sélectionneur, l'Italien Paolo Berrettini. Après la coupe de la Cécamac à laquelle les Diables rouges ont pris part au Gabon, en occupant la

en fonction après avoir signé avec la fédération congolaise de football, à Paris, en décembre dernier.

Au niveau des rendez-vous continentaux, le Congo alignera quatre représentants : AC Léopards et Diables noirs en ligue africaine des champions ; FC Kondzo et Cara en Coupe de la Caf.

« 2015 C'EST DEMAIN »

Les fédérations sportives nationales doivent se mettre au travail pour ne pas manquer le rendez-vous de 2015. Les médailles visées ne s'obtiendront pas dans les discours mais dans une préparation effective. Les athlètes doivent mettre du sérieux dans leur travail en prenant conscience des défis qu'ils ont à relever pour le pays. Par ailleurs, tous les moyens de préparation doivent être mis à disposition pour que la marche vers le succès aux Jeux africains ne soit pas jonchée d'obstacles. « 2015 c'est demain », souligne-t-on, sur quelques pancartes du ministère des Sports. Les fédérations n'ont plus du temps à perdre. Car, un jour passé est un pas vers la compétition.

Rominique Nerplat Makaya



Une rencontre de volleyball

Brazzaville Cotonou

via Pointe-Noire

A partir de
211 450 FCFA TTC
Aller-retour
3 vols par semaine
Lundi, Mercredi et Vendredi

Vol	Provenance	Heure de départ	Heure d'arrivée	Destination
LC 113	Brazzaville	09:05	10:00	Pointe-Noire
LC 451	Pointe-Noire	11:30	14:15	Cotonou
LC 452	Cotonou	15:15	18:05	Pointe-Noire
LC 106	Pointe-Noire	19:40	20:35	Brazzaville



www.flyeca.com | Relations clients : + 242 06 509 6 509 (Congo)
+33 01 28 22 28 22 (France) | mail: relationsclients@flyeca.com



Canon

BUROTOP IRIS www.burotop.com

Promo de Décembre en consos Canon

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024
à 19 500 FCFA

Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010
à 29 900 FCFA

Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570
à 8 950 FCFA

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

HSIET CONGO DEVELOPPEMENT | Tel: 09 4399 3600 / 06 6000 8800 | Adr: 050 Avenue J Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gat

1 200 000 FCFA TTC	23 500 000 FCFA TTC	13 000 000 FCFA TTC	42 000 000 FCFA TTC	17 000 000 FCFA TTC

Camair-Co

GSA CAMAL VOYAGES
CAMAIR-CO CONGO - Brazzaville - Immeuble Yoka Bernard, Email : resabzv@camair-co.net

SPECIALES FETES DE FIN D'ANNEE CHEZ CAMAIR-CO !!!

Brazza-Douala-Brazza à partir de 155.200 fcfa ttc -/- Brazza-Douala à partir de 114.200 fcfa ttc
Brazza-Cotonou-Brazza à partir de 208.600 fcfa ttc

Et ce n'est pas tout : PROFITEZ D'UN BILLET GRATUIT APRES 5 VOYAGES !

Nos destinations : DOUALA – YAOUNDE – KINSHASA - COTONOU – LIBREVILLE N'DJAMENA - GAROUA – MAROUA - PARIS

3 FOIS PAR SEMAINE : MARDI – JEUDI – DIMANCHE

Contacts : 06 827 07 54 // 05 070 73 74

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 01 48 87 - A Pointe-Noire : 222 54 12 98. Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

FORCE PUBLIQUE

Le chef de l'État s'exprime sur la loi de programmation en 2014

Adoptée en Conseil des ministres, le 13 novembre dernier, la loi portant orientation et programmation de la modernisation de la force publique permettra aux Forces armées congolaises (FAC), à la Gendarmerie et à la Police nationale de monter en puissance et de se moderniser au niveau des infrastructures, des équipements, de la formation qualifiante et de l'éducation des hommes.

Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a indiqué le 31 décembre, à l'occasion du réveillon d'armes de fin d'année, que la loi de programmation de la force publique sera probablement approuvée par les deux chambres du Parlement au cours de leurs prochaines sessions. Pour le chef de l'État, avec l'approbation de ce texte, la force publique gagnera en puissance et en modernité d'année en année. « *Je pense que 2014 sera en réalité la première année de la mise en œuvre effective de la loi de programmation de la force publique et c'est dans cet esprit que le budget 2014 de la force publique a été proposé au Parlement par le gouvernement* », a expliqué le chef suprême des armées, affirmant que tout sera mis en œuvre pour que ces objectifs soient atteints. Il a également souligné la nécessité de la formation qualifiante à tous les niveaux et de l'éducation des hommes au sein de la force publique. « *C'est aussi à travers l'éducation que tous les agents de la force publique doivent avoir une haute idée de leur métier et une grande connaissance des lois et des règlements* », a-t-il insisté.

Réglementer l'usage des agents de la force publique

Denis Sassou N'Guesso s'est également félicité du fait que les effectifs de la force publique étaient désormais maîtrisés conformément aux directives antérieures. Ceci est un élément, a-t-il dit, d'ordre, de discipline et de contrôle qui manquait aux échelons de commandement. « *Il y a la maîtrise des effectifs et dans ce cadre, il ne sera plus permis d'observer un quelconque vagabondage d'éléments dans quelques structures que ce soit au niveau de l'État. Voilà pourquoi, la question de l'usage des agents de la force publique dans le cadre de la sécurisation des personnalités politico-administratives devra être réglée sans délai de sorte que le commandement sache dans le cadre des détachements où se trouvent les hommes, et quelles missions ils accomplissent* », a martelé le président de la République. C'est



Le chef de l'État entouré des ministres de l'Intérieur et de la Défense et leurs épouses

ainsi qu'il a instruit les ministres de la Défense nationale et de l'Intérieur de réglementer l'usage des agents de la force publique dans le cadre de la sécurisation des personnalités politico-administratives. Ces personnels devront « *être régulièrement affectés, contrôlés et devront appartenir de préférence à un corps précis, géré et commandé.* »

Des déserteurs radiés

Dans son rapport bilan, le chef d'état-major général des FAC, le général Guy Blanchard Okoi, a déclaré que la maîtrise des effectifs de la force publique telle qu'exigée par l'échelon décisionnel, était dans sa phase de finalisation. Pour consolider cette dynamique, a-t-il rappelé, les conseils de discipline et d'enquête montés, ont permis la radiation des déserteurs restés très longtemps hors des rangs tout en gardant le bénéfice de leurs soldes. D'après lui, dans le but de rendre plus cohérente la coopération au sein de la force publique, les dispositifs de sécurité se sont améliorés.

Il a ensuite précisé que plusieurs actions de lutte contre le banditisme et les phénomènes immoraux proscrits par la loi ont été menées. Le chef d'état-major général s'est, par ailleurs, réjoui de la signature du décret instituant le groupe d'anticipation stratégique, structure de coordination et d'harmonisation des opérations de sécurisation pour la force publique. Il a également rappelé à la population que la création des milices était proscrite par la loi, et il en est de même de la détention illégale des armes de guerre. « *Au regard des événements du 16 décembre dernier à Brazzaville pour lesquels nous regrettons les traumatismes causés à nos populations, il semble opportun que chaque parent œuvrant pour une paix véritable exige de son entourage une restitution des équipements de défense illégalement détenus et ce auprès des services habilités. Nul n'est censé ignorer la loi* », a rappelé le général Guy Blanchard Okoi.

Le plaidoyer du chef d'état-major général

Il a recommandé une rupture définitive avec les bandes armées le plus souvent organisées autour des facilités financières illégales et éphémères, et dont les finalités



Le général Guy Blanchard Okoi

sont toujours malheureuses, particulièrement pour la population. Le général Guy Blanchard Okoi a,

cependant, relevé des manquements substantiels, notamment dans les capacités logistiques de projection de troupes et de vie en campagne et dans la manière d'interpeller les concitoyens. « *Notre organisation doit être encore améliorée pour réussir même les mains nues. Nos équipements et nos infrastructures méritent encore votre attention pour mieux affronter les engagements futurs. Le déploiement de nos hommes en terre centrafricaine appelle un équipement spécifique pour la sécurité et la bonne exécution de la mission.* » La force publique fonde aussi des espoirs sur l'assouplissement des procédures budgétaires au profit des dossiers relatifs aux équipements et infrastructures de la force publique. Afin de réduire les faiblesses constatées les années passées, le chef d'état-major général a indiqué s'appuyer, pour les années à venir, sur de nouvelles bases de recrutement des jeunes militaires, gendarmes et

policiers. « *Les missions sans cesse grandissantes et multi-formes de la force publique requièrent des moyens humains en quantité et en qualité. La consolidation des résultats de la revue des effectifs devrait nous éclairer sur la nécessité du complètement de nos effectifs. Dans cette perspective, le choix devra porter sur les meilleurs de nos enfants disposant d'aptitudes physiques, d'une éducation morale, d'une ouverture d'esprit et d'une vocation indéniable, réparties sur l'ensemble du territoire national* », a-t-il conclu, recommandant un regard bienveillant de l'État sur les conditions d'existence des militaires, policiers et gendarmes admis à la retraite, à qui l'on pourrait confier des missions de formation, d'études et de réflexion.



Les membres du haut commandement et leurs épouses. crédit photo Adiac



**BGFIBank Congo
vous présente
ses Meilleurs Voeux
pour l'an**

2014

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE

Les travaux de réhabilitation du premier module avancent

Exécutés depuis quatre mois par les sociétés chinoise Sinohydro et italienne Studi international, les travaux de modernisation menés au port public et à celui de Yoro se déroulent comme prévu.

Le constat a été fait à l'issue de la visite qu'a effectuée le 30 décembre le ministre des Transports et de la Marine marchande, Rodophe Adada, en compagnie de son homologue chargé des Voies navigables et de l'Économie fluviale, Gilbert Mokoki. Ces travaux concernent la réhabilitation des quais : amont, lourd, Welman et Certi, d'une longueur de 196 m à 360 m. Sur les quatre quais à réhabiliter, les travaux les plus avancés sont ceux du quai lourd. « Les travaux au port public et celui de Yoro seront exécutés sur 27 mois à cause du retard que nous avons connu. La priorité a été donnée au quai Welman parce que c'est le plus lourd où passent les grands trafics (bois, quaternaire) », a expliqué le directeur du port autonome de Brazzaville, Blaise Martin Boyamba.

Sur ce quai, en effet, sont placées deux grues de trente tonnes. Deux autres de quarante tonnes seront installées prochainement. « Avec l'Union européenne, nous avons lancé un appel d'offres pour acquérir deux nouvelles grues de quarante tonnes. Ainsi nous aurons deux anciennes grues de trente tonnes et deux autres de quarante tonnes », a-t-il ajouté.

Interrogés sur les difficultés rencontrées sur le terrain, deux géotechniciens de l'entreprise italienne ont indiqué : « Nous avons eu du mal à travailler au port de Yoro surtout à cause du sol qui est très argileux. Pour contourner la difficulté, nous avons été obligés de construire en béton armé. Au départ, la communication entre nous et l'entreprise chinoise a été difficile, notamment sur les normes de travail. Ils travaillent selon les règles américaines : nous, nous suivons les normes françaises. Maintenant, on se comprend et tout va bien. »

Par ailleurs, à propos du projet de construction des entrepôts, les travaux du premier sont avancés à 95 %. Ceux du second démarreront en janvier 2014, avec une durée d'exécution de cinq mois. « Tout le matériel est déjà sur la place. Par ailleurs, en vue de rendre opérationnel ce site une fois achevé, le gouvernement devra le déplacer vers l'entrepôt, pour faciliter le chargement et le déchargement des marchandises », a souligné le chef de mission de contrôle des opérations, Casimir Ekouvé. L'aménagement de la devanture, très boueuse pendant la saison des pluies, est à prendre en compte.

Notons que ces deux grands entrepôts d'une surface de 2 625 m² chacun permettront de stocker les marchandises en provenance notamment des villes de Pointe-Noire et de Kinshasa, en RDC. Au nombre des travaux qui restent à exécuter figure la construction d'une chaussée centrale, d'une route lourde puis l'amélioration de la gare passagers entre Brazzaville et Pointe-Noire.

Lopelle Mboussa Gassia

SANTÉ PUBLIQUE

Un tableau peu reluisant pour le Congo

Des secteurs entiers en milieu rural, et même en milieu urbain, n'ont pas de Centre de santé intégré (CSI), selon le directeur des informations sanitaires et de la recherche, Richard Bilekot. Il a présenté aux acteurs du secteur, le 30 décembre à Brazzaville, l'annuaire des statistiques sanitaires 2012.

S'appuyant sur des indices préliminaires recueillis dans des formations sanitaires, Richard Bilekot a résumé toutes les informations sur la santé des Congolais, notamment sur le fonctionnement du secteur. Or le Congo brille par manque de médecins. Cela justifie, d'après le rapport, l'envoi de 500 élèves à Cuba, pour y étudier la médecine, la pharmacie et la biologie. « Cela veut dire qu'il faut élargir l'ouverture des portes de la faculté pour y former davantage de médecins. En revanche, le nombre d'infirmiers paraît suffisant ainsi que le nombre de sages-femmes », a commenté le directeur des informations sanitaires et de la recherche.

En outre, la plupart des hôpitaux de base et des CSI ne sont pas

convenablement équipés. Malgré les efforts qui sont actuellement entrepris, il faut diriger le prochain Plan vers la réhabilitation et l'équipement.

Dans l'annuaire figurent aussi quelques performances des programmes en termes de vaccination en 2012. Sur les pathologies dominantes, par exemple, l'impact montre que le paludisme est en tête avec 46,60% d'hospitalisations. « On s'est rendu compte que le paludisme n'est pas efficacement pris en charge : ainsi, normalement, les soins doivent commencer dès la maison avec l'assainissement, l'hygiène, les moustiquaires imprégnées et les médicaments qu'on donne aux malades en milieu communautaire. Mais cela peut s'arrêter au niveau des CSI. Or, si le malade est hospitalisé, cela veut dire que nous ne prenons pas bien les gens en charge. C'est la maladie la plus fréquente, avec le plus grand nombre de décès. Donc finalement nous n'arrivons pas à prendre en charge les malades du paludisme convenablement », a-t-il précisé.

Le directeur des informations sa-

nitaires et de la recherche a également fait état de données chiffrées notamment les recettes dans les CSI ; il apparaît clairement que l'usage qu'on fait de ces recettes n'est pas franchement très explicite. Il faut renforcer le secteur en termes de traçabilité et de transparence dans la gestion des fonds alloués aux médicaments. Des efforts louables sont faits par l'Etat en ce qui concerne les médicaments. « Les recettes doivent servir d'abord à acheter les médicaments », a déclaré Richard Bilekot.

En termes de productivité, il y a encore beaucoup d'attente dans les hôpitaux généraux. L'hôpital A. Cissé de Pointe-Noire s'en sort mieux par rapport au nombre de médecins ; le volume d'actes y paraît important, tout comme à l'hôpital central des armées et de Loandjili. Une attention particulière doit être portée sur les hôpitaux généraux d'Owando et de Dolisie. Celui-ci a de bonnes performances avec très peu de médecins ; l'hôpital d'Owando en fait moins avec pratiquement pas de médecins.

Guillaume Ondzé

ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C. SA

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

AMIC Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à 149,000 FCFA gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo
Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81
Email: Support@amc-telecom.com

ITALIE

Lancement de l'initiative Italia-Africa de coopération réaliste

Le ministère italien des Affaires étrangères estime que le temps est venu de donner de la visibilité à l'Italie en Afrique et aux Africains en Italie.

C'est lundi après-midi, à Rome, qu'a été officiellement lancée l'initiative Italia-Africa qui entend stimuler la coopération de l'Italie avec l'Afrique. Pour la ministre italienne des Affaires étrangères, Emma Bonino, une battante qui a foulé les pavés du monde partout où il s'agissait de défendre la cause des droits de l'homme et de la femme, l'initiative n'entend pas représenter les œillères officielles pour des rapports idéaux entre la Péninsule et le continent au sud du Sahara : « *Il faut rallumer les projecteurs sur l'Afrique sans se cacher les ombres qui existent mais sans occulter non plus les formidables lumières qui en proviennent.* » À l'intention de ses compatriotes, Emma Bonino se fait l'avocate d'une Afrique de la croissance et de l'amélioration soutenue, au cours de ces décennies, de la plupart de ses fondamentaux. « *Il faut investir le système pays en Afrique par un processus de partenariat dans les secteurs retenus*

ensemble. En particulier dans l'agriculture, les infrastructures, la culture, les énergies, l'environnement mais aussi la gouvernance et les droits de l'homme. Sans oublier les crises en cours en Somalie, au Sud-Soudan ou au Mali jusqu'aux plus récentes, comme celle qui vient d'éclater à Kinshasa », a dit le ministre à l'ouverture de la réunion de lancement à Rome.

En quoi la coopération italienne de 2014 sera-t-elle différente de la pratique habituelle?

Cette question s'impose au regard des mots et de la volonté qui restent à peu près les mêmes. Le ministère italien des Affaires étrangères rappelle que l'initiative s'appuie sur les données encourageantes émanant des institutions internationales sur l'Afrique : sept des dix pays qui enregistreront une forte croissance économique entre 2011 et 2015 seront africains (Éthiopie, Mozambique, Tanzanie, RD-Congo, Ghana, Zambie et Nigeria). Le taux démographique, dans un marché qui « pèse » 1,68 milliard de

consommateurs, est de 2,3% alors que 40% des Africains ont moins de 14 ans, les femmes représentant 50% de l'ensemble. Ce sont là, souligne la Farnesina (ministère italien des Affaires étrangères), autant d'atouts nouveaux qui incitent à une démarche elle aussi nouvelle. Ainsi que cela a été pour l'Amérique, il s'agit d'accompagner un dynamisme en confirmation et de l'aider à se consolider. Ce sera l'objet d'une grande conférence Italie-Afrique qui se tiendra en 2015 et pour laquelle de hauts fonctionnaires italiens sont déjà en route pour prendre langue avec les pays africains présentés, plus que jamais, comme partenaires et non simples absorbeurs d'aide. La démarche italienne sera en outre pluridisciplinaire et aussi inclusive. Emma Bonino a en effet annoncé que deux de ses collègues du gouvernement – la ministre de l'Intégration, Cécile Kyenge Kashetu, et le ministre des Biens culturels, Massimo Bray – s'associent à la démarche. Ce dernier s'est d'ailleurs déclaré lundi satisfait que la culture soit au cœur d'une telle action de

coopération : « *Cela montre à suffisance le désir d'un nouvel élan dans les relations globales entre l'Afrique et l'Italie.* ». En fin de compte, a souligné Emma Bonino, « *cette initiative contribuera à donner du relief à la présence et au rôle des communautés africaines en Italie.* ».

La volonté italienne, exprimée au niveau gouvernemental mais aussi par des initiatives locales en province, trouvera un point de confluence à l'Expo-2015, l'exposition universelle que la capitale économique italienne, Milan, accueillera dans un peu moins de deux ans. L'Afrique a d'ores et déjà annoncé une participation aussi massive qu'éclatante. Le ministère entend également mettre à profit, a-t-on fait savoir à la Farnesina, le conseil exécutif du Fonds international pour le développement agricole qui se tiendra à Rome en février prochain. En s'en tenant aux seules intentions, on peut déduire que l'Italie se montre positivement agressive pour porter à un niveau de haute exemplarité ses relations avec l'Afrique.

Lucien Mpama

Le Vatican se réjouit de la libération du prêtre enlevé au Cameroun

Le Saint-Siège demande de prier pour que, après le Père Georges Vandenbeusch, les autres otages retenus dans le monde retrouvent la liberté.

Le Vatican n'a pas caché sa joie mardi en apprenant la libération du prêtre français enlevé au Nord-Cameroun à la mi-novembre. « *La libération du père Vandenbeusch nous réjouit profondément et encourage à l'espérance* », a dit le Père Federico Lombardi, porte-parole du Saint-Siège. « *À la veille de la Journée mondiale de la paix, nous souhaitons que soit dépassée toute forme de violence, de haine et de conflit dans les régions tourmentées de l'Afrique, comme ailleurs dans le monde* », a-t-il affirmé.

Le Père Lombardi invite les croyants du monde à prier « *pour les autres personnes retenues injustement en otage* ». Le Vatican avait qualifié d'« horrible » l'enlèvement du prêtre français de 42 ans. C'était à la mi-novembre. L'action de cet enlèvement non-revendiqué avait été attribuée à un groupe d'hommes soupçonnés d'appartenir à la secte islamiste nigérienne Boko Haram. Dans la même région de Maroua, elle avait déjà pris en otage une famille française comprenant des enfants en février dernier, qu'elle avait fini par libérer au bout de plusieurs mois de captivité.

Le Père Georges Vandenbeusch, du diocèse de Nanterre dans la banlieue Paris, était missionnaire au Cameroun depuis deux ans. Il reste à ce jour trois Français retenus en otage en Afrique, la plupart ayant été enlevés et étant retenus au Sahel à la faveur de l'instabilité qui a touché le Mali. Après le renversement du régime démocratiquement élu du président Amadou Toumani Touré, un mouvement islamiste avait prétendu y instaurer la charia. Le Père Vandenbeusch était le seul prêtre catholique enlevé au cours de ces dernières années, même si les attaques et assassinats de chrétiens perpétrés par Boko Haram et d'autres djihadistes ne se comptent plus au Nigeria, en Somalie ou au Kenya.

Lucien Mpama

Les Brèves du monde

Rwanda : Un opposant retrouvé mort en Afrique du Sud

L'ancien chef des services de renseignement extérieur du Rwanda, Patrick Karegeya, devenu depuis plusieurs années opposant au régime en place, a été retrouvé mort le 2 janvier à Johannesburg, en Afrique du Sud, où il vivait en exil depuis 2007. Son corps sans vie a été retrouvé dans un hôtel de Johannesburg selon son Parti, le Congrès national du Rwanda (RNC) qui dénonce un assassinat politique. « *Il ne fait aucun doute pour moi que le gouvernement rwandais est responsable de tout cela. C'est un assassinat politique* », pense également Faustin Kayumba Nyamwasa. Cet autre dissident rwandais a subi deux tentatives d'assassinat en juin 2010 en Afrique du Sud où il vit en exil.

Soudan du Sud : Les parties en conflit se rencontrent en Ethiopie

Les délégations du président sud-soudanais, Salva Kiir, et de l'ancien vice-président, Riek Machar, devenu chef d'une rébellion qui affronte l'armée depuis mi-décembre, ont signalé leur arrivée mercredi à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Sur place, les deux camps opposés dans la crise qui mine actuellement le plus jeune État africain, participent à des négociations sous la supervision de l'Autorité intergouvernementale pour le développement en Afrique de l'Est (Igad). Les discussions vont, selon cette autorité, porter sur la manière de mettre en œuvre un cessez-le-feu, puis sur la résolution des différends politiques qui ont conduit à la crise actuelle en Soudan du Sud.

Italie : La marine sauve plus de 200 migrants clandestins

Plus de 200 migrants originaires d'Afrique et du Pakistan ont été récupérés par la marine italienne dans la nuit du 1er janvier au sud de l'île de Lampedusa. Leur embarcation en perdition et sans moyens de sauvetage, avait pu être localisée par des hélicoptères militaires déployés en Méditerranée.

Ils étaient au total 233 migrants, dont 7 femmes, originaires d'Erythrée, du Nigeria, de Somalie, de Zambie et du Pakistan. Tous ont été récupérés sains et saufs, avant d'être transférés à bord d'un navire militaire vers le port d'Augusta en Sicile (Italie).

Égypte : Mohamed Morsi devant les juges le 28 janvier

L'ex-président égyptien, Mohamed Morsi, sera jugé le 28 janvier avec 130 autres co-accusés par le tribunal de son pays.

Poursuivi dans trois affaires différentes, notamment l'évasion fiscale, le premier président égyptien de l'ère démocratique sera également jugé pour complicité de meurtres des manifestations alors qu'il était au pouvoir.

Depuis sa destitution, Mohamed Morsi, à qui des millions de manifestants avaient reproché de ne pas avoir su gérer le pays et de n'avoir servi que les intérêts de sa confrérie, ses partisans manifestent quasi-quotidiennement, malgré une répression qui a fait plus d'un millier de morts et des milliers d'arrestations dans les rangs des islamistes.

La Rédaction



TerraTech
Ce monde de l'informatique





Acer Aspire E1-530
Intel® Processeur 1.8GHz
Ecran HD Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery



Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech.cg.com

235.000 H.T



airtel VOUS **souhaite**
une **Bonne & Heureuse**
année

2014

Christine Ojha




airtel
Le réseau qui
nous unit

EXTRA MUSICA

Le concert de Brazzaville reporté à février

Après le concert du 29 décembre à Pointe-Noire, et en dépit de quelques couacs, le public brazzavillois attendait impatiemment le rendez-vous du 1^{er} janvier 2014 au stade Félix-Éboué, pour fêter les artistes réunis et les 20 ans du groupe à l'occasion du Nouvel an. Hélas, le concert de Brazzaville a été reporté pour la seconde fois, à la première semaine de février.

Si le concert du 21 décembre, qui devait ouvrir une série de productions du groupe Extra Musica pour l'unité et la réconciliation, a été reporté au 29 décembre à cause de la mort de Nelson Mandela qui entraîna alors un deuil national, celui du 1^{er} janvier 2014 n'a pas eu lieu suite à quelques fausses notes observées lors de ce concert du 29 décembre à Pointe-Noire.

Les raisons du raté de Pointe-Noire

D'après Jean Rufin Omboumbou, l'un des producteurs, que nous avons eu au téléphone depuis Pointe-Noire, il faut d'abord « cimenter ce qui a manqué lors du spectacle de Pointe-Noire pour aller au concert de Brazzaville ». Ceci, pour la simple raison qu'il faut réparer les gâchis. Le premier couac est que le spectacle prévu le 28 décembre au stade municipal de Pointe-Noire, n'a plus eu lieu ce jour et à cet endroit tout



Hermann Ngassaki, Guy-Guy Fall, Oxy Oxygène et Quentin Moyascko en pleine répétition.

simplement parce que la mairie de Pointe-Noire n'a pas cédé l'espace, évoquant une probable désapprobation de la Fédération africaine de football association (Fifa), alors que les organisateurs du concert avaient reçu l'avis technique du ministre des Sports qui s'était même rendu sur place, cet avis ayant été entériné par la lettre du préfet du département de Pointe-Noire au maire. Du coup, le jour du concert soit le 28 décembre, le public qui venait en grand nombre a été convié à rebrousser chemin pour revenir le len-

demain, mais cette fois à un autre endroit : le Ruisseau. Or ceci a eu un impact sur le budget organisationnel et le public qui n'a plus répondu présent comme auparavant.

Le deuxième couac est survenu le jour du concert au Ruisseau, au sujet du non-respect des clauses du concept. En effet, dans la programmation, il était convenu que ce concert devait avoir trois parties, et que Roga-Roga, la pièce maîtresse pour avoir passé 20 ans au sein du groupe Extra Musica, devait passer dans toutes les parties. La première étant celle des Guy-Guy Fall, Quen-

tin, Durhel Loemba, Régis Touba... ; la deuxième étant celle de Doudou Copa, Oxygène, Papy Basting, Hermann Ngassaki... ; et la troisième, celle qui est actuellement dans le groupe. Malheureusement, Roga-Roga n'a pas joué les deux premières parties, ce qui a suscité l'indignation du public qui voulait le voir se produire avec les anciens sociétaires du groupe, tel que le stipulait le projet. Voilà pourquoi au regard de ces deux couacs, il fallait d'abord que les organisateurs de ce concert de réconciliation et d'unité d'Extra musica s'asseyent

pour corriger les failles afin de bien redémarrer, mais tout en respectant le concept.

Brazzaville doit donner le top

« Aujourd'hui, tous ces artistes sans exception ont compris qu'il fallait bien aller dans ce sens, en respectant le concept de ce projet : concert de réconciliation et d'unité. Roga-Roga y compris. Comme le stade nous a posé des problèmes, nous arrivons à Brazzaville pour rencontrer le responsable du Palais des congrès, afin de trouver une date. Parce que c'est Brazzaville qui redonnera le nouveau top avant de se rendre à Dolisie et Owando puis d'autres lieux », a déclaré le producteur.

Toujours en ce qui concerne la production de Brazzaville, le producteur a ajouté qu'ils devaient faire venir Kila Mbongo, qui n'a pas pu faire le déplacement de Paris pour Pointe-Noire, puis faire revenir Abilis, réparti en France pour des raisons professionnelles après le concert de Pointe-Noire. Ces deux musiciens doivent être là pour qu'Extra Musica soit au grand complet. Au regard de tout cela, le concert de Brazzaville aura lieu la première semaine du mois de février, probablement soit le samedi 2 soit le samedi 9 février 2014. Cela dépendra de la disponibilité du Palais des congrès.

Bruno Okokana

SPECTACLE

Un début d'année musical avec Fally Ipupa la merveille

Si la Saint Sylvestre à Brazzaville a surtout été marquée par des veillées d'action de grâce dans les différentes églises dites de réveil, il en a été tout autre lors de la soirée du premier jour de l'an. En effet, du côté du Palais des congrès, la star de la musique congolaise moderne a donné un concert sensationnel, comme il sait si bien le faire, pour le bonheur de ses mélomanes à Brazzaville.

Avant que l'artiste ne monte sur le podium, c'est Trésor Bouya Itambala dit Trésor Mvoula, la valeur montante de la musique congolaise, qui a égayé les spectateurs en interprétant des chansons de son album « Coffre-fort », à savoir : Tchoko-Tchoko ; Etoko ; Lindalala ; Dix secondes ; Matin midi soir ; Amour en excès ; Coffre-fort ; Frappe encore ; Vieux Thomas et Au secours.

Outre le jeune Trésor Mvoula, la maison EYE Mysterious, du manager exécutif Romi Oyo, a fait venir sur scène le DJ Antivirus qui, dans un rythme coupé-découlé, a retenu toute l'attention du public qui lui a réservé une salve d'applaudissements.

C'est vers 22h15 que Fally Ipupa la merveille est monté sur scène.



Fally Ipupa et son groupe sur scène

Alors que les spectateurs attendaient l'un des morceaux de son nouvel opus « Power », l'artiste a fait son entrée en entamant la chanson Pharmacien, le dernier titre qu'il a chanté dans le groupe Quartier Latin de Koffi Olomidé. Puis il a enchaîné avec la chanson Émeraude, déclenchant des manifestations d'extase de la part de ses fans.

Fally Ipupa a chanté notamment Ndoki, Nourrisson, La vie est belle, Anissa, Service, Mikitissa. Mais il n'y a pas eu que de la Rumba lors de la soirée. Égale-

ment apprécié pour ses qualités de bon danseur, l'artiste a fait plaisir à ses admirateurs en entamant des shows sur des airs comme Power et Kosa leka. « C'est comme dans un film », aime à dire Fally Ipupa. Plusieurs spectateurs sont montés sur le podium pour exhiber quelques pas de danse avec lui. « Vos goûts sont nos choix », a-t-il déclaré aux mélomanes.

Dès lors, le public a commencé à demander des chansons à l'artiste pour la plupart contenues

dans l'album « Power ». Fally Ipupa est sinon revenu sur ses anciennes chansons composées dans le groupe Quartier Latin ou encore quelques chœurs. Il a interprété Liputa, Eputsa, Ngouli, Babou, Ekatsaka, Éternellement. La Merveille n'a pas non plus manqué d'honorer son affectionné Simplicie Ebata pour qui, il a interprété la chanson Mon amour qui est Ingrid la femme d'Ebata, présente lors de ce concert. Amour assassin et Terminator sont les deux dernières

chansons qui ont bouclé cette soirée. Le concert a pris fin vers 2h du matin.

Ainsi, la star de la musique moderne de la République démocratique du Congo aura accompli sa promesse faite le 30 décembre dernier, lorsqu'il invitait ses mélomanes à venir débiter l'année en beauté avec lui. « Pour ce concert, nous allons décortiquer toutes les chansons. On va chanter, danser, fêter. C'est la bonne année », disait-il.

Bruno Okokana

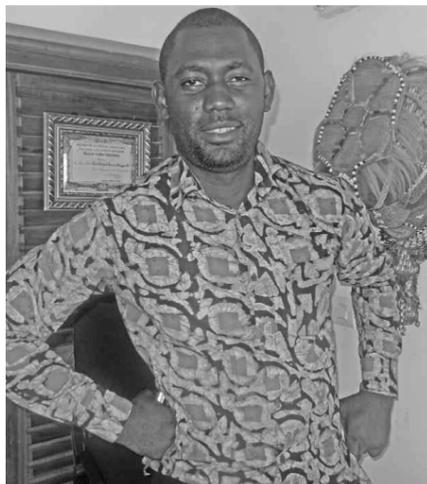
THÉÂTRE

Sorel Boulingui signe son premier monologue au Festival Mantsina sur scène

Longtemps remarqué par ses rôles d'acteur au cinéma, la pièce intitulée « Monsieur Ki » de Sorel Boulingui, tirée du roman de Koffi Kwahulé, sur une adaptation de Dorient Kalyune et une mise en scène d'Abdon Fortuné Koumbha, a été jouée lors de cette 10^e édition du festival de théâtre, en présence du ministre de la Culture, Jean-Claude Gakosso, et de nombreux festivaliers.

Ce premier monologue est une expérience riche pour Sorel Boulingui qui veut s'affirmer dans le domaine théâtral, dix ans après que Georges Koukou et Abdon Fortuné Koumbha lui aient mis le pied à l'étrier.

Le texte de Koffi Kwahulé, qui est un roman fermé, raconte tout un tas d'histoires. Il y a celle d'un jeune homme incarné par Sorel Boulingui pendant une heure, qui décide d'aller poursuivre ses études en Europe et qui se retrouve confronté à la réalité de l'héritage du village Dimi auquel il appartient. En effet, alors qu'il quitte son pays pour la France, il s'avère que, dans son village, le pouvoir traditionnel incarné par un masque l'a choisi pour porter



Sorel Boulingui

ce masque. Il pensait pourtant que l'essentiel pour lui était de devenir cadre et de revenir plus tard au pays investir. Cela a été mal apprécié sous prétexte qu'il abandonnait cet héritage. D'où la naissance d'un conflit entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir moderne. « *Le metteur en scène a relevé un pari car en un mois, il a signé deux mises en scène. J'ai beaucoup de plaisir car cela a été une expérience enrichissante pour moi. L'année dernière j'avais tenté un monologue mais il était à mon sens plein d'imperfections. Au-*

jourd'hui je pense que cela m'a permis d'avoir une autre vision du théâtre étant donné que le metteur en scène voyage dans d'autres horizons et connaît les attentes du théâtre et des programmeurs. Il m'a donc fait bénéficier de toute cette richesse. Et le public a demandé que la pièce puisse être programmée ailleurs », s'est réjoui le comédien congolais.

Sorel Boulingui est artiste comédien et acteur de cinéma. Il a commencé à faire du théâtre à Dolisie au sein de la compagnie Saka Saka, avant de s'établir à Brazzaville. Juriste de formation, le théâtre est pour lui une passion. Depuis bientôt cinq ans, il a joué dans plusieurs courts-métrages et séries télévisées de réalisateurs congolais. Il a récemment travaillé avec Dieuonné Niangouna pour le projet du théâtre Flamand ; il a joué avec lui en Allemagne. Il a par ailleurs tourné avec Faustin Nkeoua.

Hermione Désirée Ngoma

FOOTBALL

Le Congolais Julsy Boukama Kaya évoluera en Angola

Après deux ans à Coton Sport de Garoua, Julsy Boukama Kaya s'est engagé en faveur du club angolais du Recreativo Libolo. Le talentueux gaucher s'est engagé pour deux ans avec le champion 2011, huitième du dernier championnat et privé de compétition continentale.

Après les championnats du Congo et du Cameroun, Julsy Boukama Kaya, 21 ans, va découvrir la Girabola angolaise. Le milieu de terrain offensif international s'est en effet engagé pour les deux prochaines saisons avec le Recreativo Libolo.

En fin de contrat avec le Coton Sport de Garoua, après deux saisons ponctuées d'un titre de champion et d'une demi-finale de Ligue des champions, Julsy Boukama Kaya était dans le viseur de plusieurs formations continentales. Mais ce sont les Angolais du Libolo Recreativo, conquis lors du récital du Congolais lors du match de Ligue des champions du 1^{er} septembre dernier, qui ont obtenu les faveurs du jeune gaucher.

Désigné homme du match par la presse angolaise à l'issue de ce match, Kaya rejoint ainsi un championnat de plus en plus attractif : rappelons que le Brésilien Rivaldo y avait porté les couleurs, en 2012, de Kabuscorp, qui vient d'engager le Congolais Trésor Mputu. Dans cette

Girabola qui tente de se professionnaliser, Boukama Kaya devrait toucher un salaire supérieur à ce qu'il touchait à Garoua, où il était l'un des moins bien rémunéré, malgré son statut de meneur de jeu titulaire.

Seule ombre au tableau pour Boukama Kaya : il ne disputera pas de compétition africaine l'an prochain.



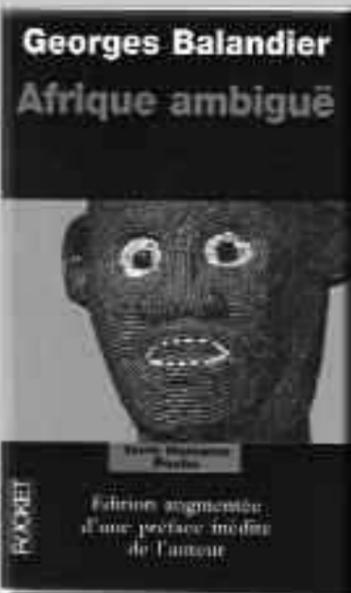
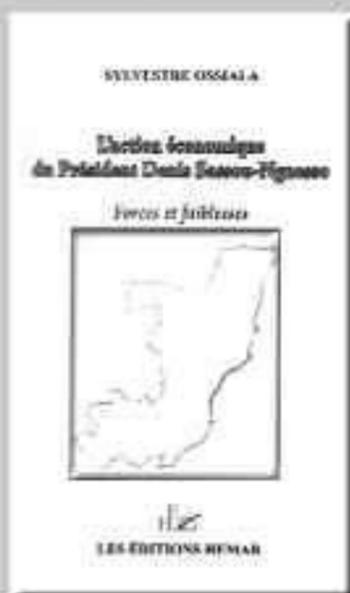
Julsy Boukama Kaya s'est engagé pour deux ans en faveur du Recreativo Libolo, huitième du dernier championnat angolais (© DR).

Huitième du championnat, achevé début novembre, le double champion en titre n'est pas qualifié pour les joutes continentales.

Actuellement en famille pour les fêtes de fin d'année, le natif de Nkayi rejoindra le Portugal le 7 janvier. Avec sa nouvelle équipe, il participera à un stage de trois semaines pour préparer la prochaine saison.

Camille Delourme

En vente à la Librairie Les Dépêches de Brazzaville

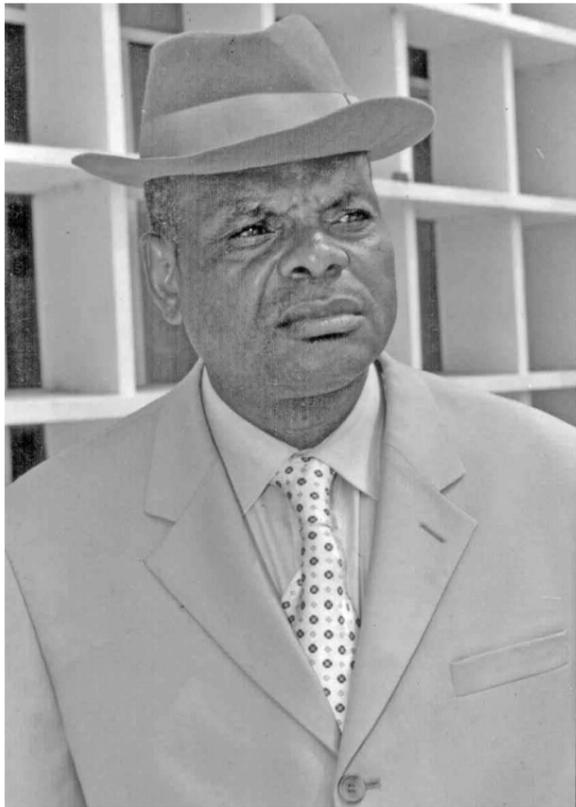


Message de vœux de nouvel an à Son Excellence Denis Sassou N'Guesso, président de la République, chef de l'État

Excellence Monsieur le président de la République,

À l'occasion de la nouvelle année qui commence, je viens au nom du collectif des travailleurs du Conseil départemental de la Sangha dont j'ai l'insigne honneur d'assurer la continuité institutionnelle et à mon nom propre, vous adresser à vous-même, votre chère épouse

et votre affectueuse famille, nos meilleurs vœux de santé, de paix et de prospérité.



L'ensemble des travailleurs du Conseil départemental de la Sangha se tient fermement à vos côtés pour la réalisation à son terme de votre projet de société le « Chemin d'avenir » gage sûr du développement de notre pays, de paix, de démocratie et d'unité nationale.

Que vous trouviez ici, l'expression de notre très haute considération.

COMMUNIQUÉ

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) informe les pensionnés de Brazzaville payés par virement bancaire ainsi que les rentiers, que l'opération de contrôle physique les concernant, initialement prévue du 02 au 28 décembre 2013, est prolongée, dans les mêmes modalités, jusqu'au 25 janvier 2014.

Par ailleurs, le Directeur Général invite tous les pensionnés de Brazzaville payés par virement bancaire ainsi que les rentiers qui, lors du dépôt de leur demande de pension ou de rente, s'étaient fait localiser par Boite Postale, à bien vouloir se présenter à la direction générale pour indiquer leur adresse réelle.

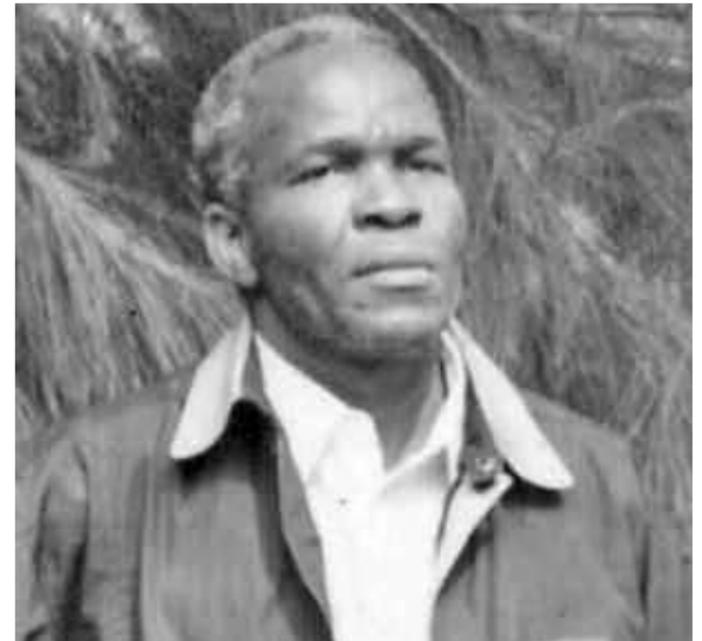
Le Directeur Général remercie les intéressés pour leur bonne compréhension.

Fait à Brazzaville, le

Le Directeur Général,

Evariste ONDONGO./-

IN MEMORIAM



Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher. 4 janvier 1994 – 4 janvier 2014, voici 20 ans jour pour jour que monsieur Félicien DIAFOUKA nous a quitté. Nous prions tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Yvette et tes enfants ne t'oublieront jamais.

Paix à ton âme.

NÉCROLOGIE

Rock Ngassaki, les enfants Ndinga Mbankou et le colonel Jean Pierre Ngassaki Lepirat ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère, soeur et tante Clauilde Bondo, dit mère claud, survenu, le 30 décembre 2013 à Brazzaville.

La veillée se tient au n°185 rue Ndolo à Talangai, arrêt Maman Mboulé.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Avis de recherche

Prière à toute personne ayant trouvé un passeport CEDEAO-Bénin, N° B0273924 et une carte consulaire N°1969/CHBB/AC/13 au nom de YASSO Ismail, de contacter de toute urgence le 06 884 82 82 / 06 879 31 81 ou de les déposer à l'immeuble du 05 février 1979, situé à l'entrée du Beach de Brazzaville et face à l'Ambassade de Russie, au 1^{er} étage (SOCOTEC bassin du Congo). Une récompense est réservée à toute personne, susceptible de trouver ou de fournir des informations relatives au retrait des pièces concernées.

SAPHIR PIZZA

Toutes nos Pizza à 6 000 FCfa

Livraison à domicile + 1 000 FCfa

Tél. 22 600 34 03 / 05 602 21 19

MESSAGE À LA NATION

Joseph Kabila exhorte les Congolais à la vigilance tous azimuts

Le chef de l'Etat a, en outre, indiqué que les actions en cours vont se poursuivre afin de « doter le pays des moyens nécessaires pour garantir la paix et la sécurité de ses populations »

A l'entame de la nouvelle année 2014, le chef de l'Etat, Joseph Kabila, s'est adressé le 31 décembre 2013 à la Nation dans un message radiotélévisé. L'occasion était belle pour le président de la République de présenter ses meilleurs vœux à l'ensemble de la population congolaise, mais aussi de faire le bilan de l'année 2013 qui s'achève. Une année qu'il a qualifiée de mémorable à plus d'un titre et de tous les espoirs. Tous les efforts consentis pour susciter la croissance et le développement du pays, a-t-il déclaré, ont été fortement entamés par la guerre qui a sévi dans une partie de la province du Nord-Kivu. Allusion faite notamment à l'occupation durant deux mois des territoires de Rutshuru et de Nyirangongo qui ont vécu des moments dramatiques sous le joug du M23. 2014 aura aussi été une année de victoire pour les Fardc qui sont parvenues à mettre en déroute la énième pseudo rébellion conçue dans le but de déstabiliser le territoire national. 2013 fut aussi une année de victoire diplomatique qui aura per-



Le président Joseph Kabila

mis de clarifier la situation sécuritaire dans les Grands lacs et accroître le nombre des amis du Congo sur la scène internationale. Dans le lot des acquis engrangés au cours de l'année 2013, Joseph Kabila a également épinglé l'affirmation des valeurs de la République et du pacte républicain, du patriotisme et de la cohésion nationale telles que consacrées par les concertations nationales tenues du 7 septembre au 5 octobre 2013. Un moment crucial dans la vie du pays qui aura permis d'analyser les réalités du pays dans tous les secteurs d'activités, de renforcer la cohésion nationale et d'approfondir la démocratie. Dans la foulée,

il a annoncé la mise en oeuvre des résolutions dudit forum et leur accélération dès le début de l'année 2014.

Parlant des événements tragiques survenus le 30 décembre à Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi et Kindu, cibles d'une attaque terroriste perpétrée par un groupe d'inciviques, Joseph Kabila a exhorté la population congolaise à la vigilance tous azimuts. « *La victoire des Fardc sur les forces du mal ne nous autorise pas à dormir sur nos lauriers* », a-t-il déclaré. Et le président de la République d'ajouter : « *Ceux qui fondent leur avenir sur le projet funeste de la déstabilisation de notre pays n'y renonceront que si celui-ci s'affirme comme une puissance à laquelle on ne peut s'attaquer sans conséquence* ». Il a, en outre, indiqué que les actions en cours vont se poursuivre afin de « *doter le pays des moyens nécessaires pour garantir la paix et la sécurité de ses populations et atteindre les objectifs fixés à travers le programme de la révolution de la modernité* ».

Alain Diasso

NORD-KIVU

Le colonel Mamadou Ndala tué par les rebelles ougandais de l'ADF/Nalu

La population de l'est de la RDC, qui avait placé d'énormes espoirs de paix en misant sur ses qualités de meneur de troupes, est éplorée.

Commandant de la brigade commando URR (Unité de réaction rapide), le colonel Mamadou Ndala a été tué le 2 janvier par les rebelles ougandais de l'ADF/Nalu dans le village de Ngadi où l'infortuné menait contre eux une opération militaire. La nouvelle confirmée par des sources officielles fait état d'une embuscade tendue au convoi des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) que conduisait le colonel Mamadou entre l'aéroport de Mavivi et Beni-ville (Nord-Kivu). Le convoi pris en tenaille par les ADF/Nalu a essuyé des tirs de roquettes tuant plusieurs membres de l'équipage, à en croire des sources militaires relayées par radiookapi.net. « *Une roquette est arrivée du côté droit de la route et a atteint notre jeep, surmontée d'une arme lourde. J'ai commencé à tirer jusqu'à terminer toutes mes munitions, mais nos*



agresseurs avançaient toujours. Quand la roquette a touché la jeep, le colonel était toujours en vie. Quand j'ai fui, je ne l'ai pas vu sortir de la voiture, je ne sais pas s'il est vivant ou pas », témoignait à l'AFP le caporal Paul Safari, le garde du corps du colonel Mamadou peu avant la confirmation de sa mort.

Le colonel Mamadou laisse la population du Nord-Kivu dans la tristesse. L'on rappelle que c'est sous sa conduite que les Fardc avaient réussi à récupérer la localité de Kamango et le pont de Semliki, jadis occupé par des re-

belles du M23. Après avoir délogé les rebelles à Nyirangongo et Rutshuru, des rumeurs avaient annoncé sa relève de Goma par la hiérarchie militaire pour Kinshasa suscitant des vives réactions dans la population qui tenait à son maintien. L'intéressé avait qualifié cela de « *manipulation des rebelles qui veulent déstabiliser le moral de la population et des troupes engagées au sol* ». Le décès du colonel Mamadou Ndala constitue une grande perte pour la République et, partant, pour les Fardc.

A.D.

ATTAQUES DE KINSHASA ET LUBUMBASHI

Les événements ont accru l'exaspération des familles italiennes en attente d'adoptions

Des familles italiennes bloquées en RDC appellent désespérément leur gouvernement à l'aide.

Les attaques à Kinshasa, le 30 décembre, contre des sites institutionnels : le siège de la télévision, un camp militaire et l'aéroport international de Ndjili, ont eu un grand retentissement en Italie. La plupart des journaux les ont relatées mardi matin, car elles viennent ajouter à l'angoisse des familles italiennes qui attendent depuis deux mois l'accord du gouvernement pour pouvoir ramener en Italie des enfants congolais adoptés. « *On nous dit que les adoptions sont bloquées jusqu'à septembre-octobre 2014. Faites quelque chose, aidez-nous à revenir avec les enfants* », ont imploré Michela Gentili et Andrea Minocchi, venus adopter un enfant de deux ans, dans une conversation téléphonique avec leurs parents restés en Italie.

Le gouvernement de la RDC a décidé de bloquer les adoptions pour un an après le constat d'irrégularités dans les procédures. À Rome, on espère en une accélération du processus car, fait-on valoir, les irrégularités annoncées par Kinshasa ne concernent aucun des vingt-cinq cas italiens. En novembre dernier, la ministre italienne de l'Intégration, Cécile Kyenge, était venue plaider ce dossier à Kinshasa. Elle en était repartie avec la promesse d'un examen favorable rapide. Ses origines congolaises ainsi que sa concrétisation d'une aide médicale promise semblaient plaider pour cette issue.

Mais le Premier ministre italien Enrico Letta a dû lui aussi prendre le téléphone pour appeler son homologue congolais, Augustin Matata Ponyo, et donner un coup de pouce supplémentaire. Celui-ci se serait engagé à accélérer le réexamen des adoptions, en étudiant le cas des familles italiennes « en priorité ». Cécile Kyenge a confirmé : « *Nous avons confiance dans la promesse du Premier ministre congolais* ». Il reste que les attaques de lundi dans la capitale congolaise et dans d'autres villes de province ont accru l'angoisse des familles italiennes. « *Nous sommes en danger* », a écrit Enrico, un de ces Italiens, à la presse. « *Je vous prie de nous aider à solliciter la Farnesina pour nous faire rentrer à la maison* ».

Lucien Mpama

Le bilan définitif est de 103 morts

Le gouvernement, qui vient d'initier une enquête judiciaire, se réserve toutefois de pointer le doigt sur qui que ce soit à cette étape pré-juridictionnelle de l'instruction.

S'exprimant le 31 décembre en conférence de presse sur ce qui s'était passé la veille à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le dossier se trouve au niveau des instances judiciaires du pays. Il est question, a-t-il soutenu, de traduire en justice « *ceux qui seront reconnus coupables, de près ou de loin, des désordres ayant entraîné mort d'hommes à travers la RDC, devant la justice pour qu'ils en paient le prix* ». Concernant l'auteur de cette barbarie, Lambert a déclaré que le gouvernement se réservait de pointer le doigt sur qui que ce soit à cette étape pré-juridictionnelle de l'instruction. Toutefois, au niveau de l'opinion nationale, le nom du prophète Mukungubile est de plus en plus cité comme principal instigateur de l'action terroriste ayant visé quelques symboles du pouvoir d'État. « *Cette attitude est dictée aussi bien par la nécessité de ne pas influencer le cours normal de la justice* », a-t-il ajouté. L'officiel congolais a, par ailleurs, regretté que ce forfait ait été commis par des jeunes gens à fleur d'âge qui ont été utilisés pour accomplir des tâches suicidaires au nom d'une idéologie aux contours flous. « *Il est déplorable, de ce point de vue, que des espèces de gourou prétendent nous ramener à l'époque révolue des guerres saintes en exploitant la crédulité des enfants des autres, à l'exception de leurs propres* », a-t-il regretté. Et contrairement aux allégations entendues dans la revendication de cet acte ignoble par le fameux prophète, Lambert Mende a indiqué que « *les perquisitions entreprises à Lubumbashi et à Kolwezi aux domiciles des personnes citées par les assaillants arrêtés à Kinshasa ont eu lieu après les arrestations dans la capitale* ». Quant au bilan définitif de cette offensive terroriste, il est globalement de cent trois morts, soit quatre-vingt-quinze assaillants et huit éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo tués.

A.D.

CHAN 2014

Les Léopards locaux partis en Afrique du Sud dans des conditions "exécrables"

Les Léopards locaux de la RDC séjourneront, depuis le 29 décembre, en Afrique du Sud en vue de prendre part à la 3^e édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) qui va se dérouler, du 11 janvier au 1^{er} février 2014, au pays du feu Nelson Mandela.

Vingt-deux joueurs ont été retenus par le sélectionneur Muitubile Santos pour cette campagne. Le grand absent du groupe est bien entendu le milieu offensif international, Trésor Mputu Mabi, qui vraisemblablement a quitté TP Mazembe pour intégrer l'effectif du club angolais de Kabuscorp d'Angola selon la dernière déclaration du président de l'équipe de Luanda, le général et homme d'affaires Bento Kangamba. L'on a noté aussi dans la délégation de la RDC pour l'Afrique du Sud, l'absence du défenseur central de Thierry Kasereka de V.Club dont le passeport avait été retenu à la Direction générale des migrations. Selon le président de la Fédération congolaise de football association (Fécofa), Constant Omari, intervenant sur Télé 50 à Kinshasa, le joueur avait affiché un comportement inapproprié au retour d'un voyage de l'équipe nationale à l'aéroport de N'Djili et depuis, son passeport ne lui avait pas été rendu. Mais il devrait le récupérer le 30 décembre afin de rejoindre le groupe déjà arrivé à



Les Léopards locaux de la RDC

Polokwane en Afrique du Sud. La délégation congolaise se compose au total de quarante personnes. Outre les joueurs, on signale la présence du directeur technique Joseph Mukeba Mulamba et de l'entraîneur Guillaume Ilunga comme membre du staff technique national dirigé naturellement par Santos Muitubile. Constant Omari a déclaré que les Léopards sont partis

dans des conditions exécrables, sans primes. La Fédération a été obligée d'emprunter une somme de 60 mille dollars américains auprès des cambistes pour payer les frais de voyage de la délégation congolaise afin de respecter le programme de préparation du sélectionneur Santos Muitubile; la RDC va jouer un match amical contre le Zimbabwe le 4 décembre à Johannesburg. « L'entraî-

neur a introduit son programme depuis longtemps. Le ministère des Sports l'a expédié au Budget depuis longtemps. Mais c'est au ministère des Finances que les choses sont bloquées », a regretté le président de la Fédération. Les Léopards locaux sont dans le groupe D en compagnie de la Mauritanie, du Burundi et du Gabon. Les joueurs de Santos

Muitubile débutent le 14 janvier à Polokwane contre les Mourabitounes de la Mauritanie entraînés par l'ancien sélectionneur de la RDC, le Français Patrice Neveu. Pour rappel, la RDC avait remporté la première édition en 2009 en Côte d'Ivoire et s'était arrêtée en quart des finales lors de la deuxième édition au Soudan remportée par la Tunisie.

Martin Enyimo

ÉVÈNEMENTS DU 30 DÉCEMBRE

Un journaliste des Dépêches de Brazzaville parmi les blessés

Aux dernières nouvelles, la vie de ce professionnel des médias est hors du danger.

Jules Tambwé, rédacteur en chef du quotidien *Les Dépêches de Brazzaville/édition de Kinshasa*, a failli laisser sa peau dans la foulée de l'attaque terroriste dont la capitale était l'objet dans la matinée du 30 décembre de la part d'un groupe d'illuminés à la solde du prophète Mukungubile. Obligé d'écourter sa journée après avoir accompli sa tâche professionnelle à la rédaction suite au vent de panique qui avait déferlé au centre-ville, l'intéressé avait aussitôt plié bagages pour regagner son domicile. Autour de lui, l'agitation était à son comble. Des coups de balles crépitaient de partout. C'est dans ce contexte surchauffé que Jules Tambwé a pu se rapprocher de son domicile situé dans la commune de Kintambo frontalière de celle de Ngaliema où est établi l'état-major général des Forces armées de la République démocratique du Congo, un des cibles des assaillants.

Alors qu'il bifurquait pour rejoindre son avenue, il se retrouva, à un jet de pierre de sa maison, en face d'une patrouille militaire de la garde républicaine avec des unités armées jusqu'aux dents. S'ensuit un interrogatoire afin de s'assurer de son identité. Le langage des sourds s'installe. Ses interlocuteurs se montrent incompréhensibles et se fichent éperdument de son statut de journaliste. "C'est vous que nous recherchons", lâchera un des soldats. Le sort de Jules Tambwé était scellé en ce moment-là quoiqu'il ait fourni toutes les explications pour tenter de ramener ses bourreaux à la raison. C'est sur ces entrefaites qu'une balle sera tirée sur lui presque à bout portant. La balle frôlera l'une des jambes du journaliste au niveau de la cuisse, entraînant un saignement qui requerrait l'urgence d'une intervention médicale. Après sa forfaiture, le convoi militaire s'est échappé en toute vitesse sans se soucier du sort de la victime. Évacué d'urgence au Centre Nganda, Jules Tambwé a eu droit aux soins appropriés. Aux dernières nouvelles, la vie de ce professionnel des médias est hors du danger.

Alain Diasso

RETOMBÉES DES ÉVÈNEMENTS DU 30 DÉCEMBRE

Quelques églises de réveil bientôt interdites de fonctionner

Une réunion extraordinaire du Conseil supérieur de la défense s'est tenue, le 31 décembre de l'année dernière, à Kinshasa sous la présidence de Joseph Kabila Kabange en marge des tristes événements ayant secoué la capitale à la veille des festivités du Nouvel An. Toutes les têtes couronnées de l'appareil sécuritaire du pays ont pris part à cette réunion. Du ministre de la Défense nationale aux différents chefs d'état-major des armées, en passant par le conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de sécurité et d'autres représentants des structures étatiques spécialisées, tous se sont retrouvés autour de Joseph Kabila pour faire le point de la situation.

Il ressort du communiqué de presse publié à l'issue de cette réunion que la situation sécuritaire du pays a été jugée globalement calme à la veille des fêtes de Noël et de Nouvel An. Les participants ont, en outre, loué le bon comportement des forces de sécurité qui ont fait acte de bravoure

en neutralisant la horde des assaillants qui s'en sont pris à quelques sites stratégiques du pays. Tout en présentant leurs condoléances aux familles éprouvées, ils ont également félicité l'attitude citoyenne de la population qui a dénoncé le comportement incivique des assaillants.

Par ailleurs, un train des mesures est annoncé pour renforcer la sécurité et éviter qu'à l'avenir, ces genres de situations ne se reproduisent. Parmi les premières mesures, il a décidé que tous les auteurs des actes terroristes perpétrés le 30 décembre de l'année qui vient de s'achever soient sévèrement sanctionnés. De surcroît, certaines églises de réveil qui encouragent les activités terroristes et subversives seront bientôt frappées d'interdiction de fonctionnement sur toute l'étendue du pays. Enfin, un appel à la vigilance a été lancé à la population pour décourager les ennemis de la paix dans leur entreprise suicidaire.

Alain Diasso

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Le parti célèbre le 44^e anniversaire de la création de ce parti et les 75 ans de la naissance de son fondateur Marien Ngouabi

« Consolidons les acquis de paix, d'unité et de cohésion pour un parti plus responsable », c'est le thème de ce double anniversaire célébré le mardi 31 décembre au siège du parti congolais du travail (Pct) de la ville océane en présence des responsables, membres et militants dudit parti.

perer que ce double anniversaire se tient après la tenue récemment à Brazzaville des sessions ordinaires et extraordinaires du parti précédée par les assises du sixième congrès extraordinaire et cela démontre la vitalité de cette organisation politique. « La célébration de ces deux événements n'est pas le fruit du ha-

bre 1969 ont grandement marqué l'histoire politique et sociale de la république du Congo, jouant le rôle d'une boussole dans les facteurs de paix, d'unité, et de cohésion à travers l'ensemble du pays », a-t-il déclaré. En effet pour leur part Magloire Mabounda et Jean Luc Olingou, respectivement dirigeants du Pct dans le quatrième arrondissement Loandjili et secrétaire au conseil fédéral chargé des droits humains ont présenté au public un aperçu historique basé sur les grands moments de la vie de Marien Ngouabi notamment sur sa vie politique, sa formation militaire, la création du pct et la prise du pouvoir par ce dernier. Bien que né le 31 décembre 1969 à l'occasion d'un congrès constitutif tenu à Brazzaville, le Pct se réclame d'une idéologie marxiste léniniste, c'est-à-dire du socialisme scientifique. La cérémonie était aussi marquée par la projection d'un film consacré aux œuvres qui ont marqué la vie de Marien Ngouabi.

Proper Mabonzo



La tribune des officiels (© Adiac).

Ainsi au cours de cette cérémonie, Victor Foudi, président de la fédération du pct à Pointe-Noire a fait une évocation sur la vie, l'œuvre et la création du pct avant de rap-

sard mais le fait d'un plan divin inspiré par les mannes des ancêtres car la naissance le 31 décembre 1938 de Marien Ngouabi et la création du pct par celui-ci le 31 décem-

FONDATION CONGO-ASSISTANCE

Une maison annoncée pour les personnes du 3^e âge

Une journée de joie et de retrouvailles pour les personnes du troisième âge des départements de Pointe-Noire et du Kouilou grâce à la Fondation Congo-assistance (FCA) qui les a réunies, le lundi 30 décembre.



Les personnes âgées participant à la fête

« L'éducation que vous avez donnée à vos enfants vous donne le mérite d'être valorisés. C'est pour cela que nous ne pouvons rester indifférents à votre égard », a déclaré Félicité Tchiloumbou Méno Diop, représentante de la FCA Pointe-Noire/Kouilou. L'attention et l'engagement de cette fondation aux côtés des personnes âgées ne datent pas d'aujourd'hui. En effet, tous les ans à cette période, la FCA regroupe les personnes âgées pour exprimer au nom de sa présidente, Antoinette Sassou N'Guesso, sa profonde reconnaissance à l'endroit de cette tranche d'âge. Cette année, la FCA a distribué des kits. La fête a permis cette année aux personnes du 3^e âge d'expérimenter une attitude beaucoup plus parentale à l'endroit de la fondation. Il faut dire que la fraîcheur et l'optimisme des jeunes ne peuvent que réjouir les plus âgés. « Nous sommes très contents de ce geste si louable qui nous permet de passer les fêtes de fin d'année en beauté », a témoigné l'un d'entre eux. Rappelons que pour garantir aux personnes âgées des conditions de vie toujours plus humaines et afin de donner de la valeur à leur rôle irremplaçable de parents et de grands-parents, la FCA, dans ses multiples projets, a retenu de construire une maison pour les personnes âgées à Pointe-Noire et à Brazzaville. Rappelons que la fête organisée lundi a commencé par une prière de grâce envers le tout puissant pour avoir permis à tout un chacun de finir l'année 2013 en paix.

P.M.

COLLOQUE SCIENTIFIQUE ET CULTUREL

La première édition livre ses actes

Réunis dans un ouvrage de 275 pages, les actes de ce colloque sur le portique atlantique du Congo Brazzaville, c'est-à-dire les départements de Pointe-Noire et du Kouilou, ont été présentés le 26 décembre à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de la ville océane.

La présentation de l'ouvrage a été faite par Camille Bongou, directeur des éditions Presse et Cultures, organisatrices du colloque. L'activité qui s'était déroulée du 25 au 27 avril 2013, a connu la participation de 243 personnes, entre autres, de grandes figures politiques, culturelles et scientifiques ainsi que d'éminents professeurs de renommée internationale.

Cet ouvrage est la concrétisation de la promesse de mise au point de ces actes, faite au terme du colloque. Paru courant décembre, il rapporte les exposés et les débats de l'activité. « Nous avons tout pris en compte en synthétisant de temps en temps », a indiqué Camille Bongou. Le travail a été réalisé par un comité scientifique, composé de dix autorités scientifiques, mis en place lors du colloque. Les actes sont organisés en trois groupes avec des images en guise d'illustrations. Le premier groupe, qui concerne l'histoire, le site et le peuplement, évoque l'histoire ancienne de Pointe-Noire et du Kouilou, la traite négrière, la chefferie administrative, la résistance Vili, la structure géomorphologique de la façade maritime du Congo, le rôle des migrations intérieures et extérieures dans le peuplement de la côte atlantique, et la place du territoire dans la construction nationale (le cas de la République du Congo).

Le deuxième groupe, qui se rapporte à l'économie et aux périls, fait état de l'économie et la mer congolaise, les mines liquides et les gaz facteurs d'industrialisation de la côte congolaise, les manifestations de la vulnérabilité de la façade maritime du Congo, Pointe-Noire, son dynamisme et ses soucis. Le troisième groupe, quant à lui, montre comment Pointe-Noire et le Kouilou constituent un des creusets de la nation congolaise. On y évoque la croissance urbaine et le développement de la conscience des communautés de Pointe-Noire, les prémices d'une conscience collective extra-villa-géoise et comment vivre ensemble sur nos territoires.

« Les actes sont prêts. Il fallait les achever avant la fin de l'année. Il y a sûrement eu une précipitation dans notre travail mais ce n'est qu'un démarrage », a précisé Camille Bongou.

Le travail présenté n'est donc pas définitif, il sera enrichi. De ce fait, l'ouvrage a été distribué aux participants à la cérémonie pour leur permettre de le lire et d'y apporter des corrections, de fournir des informations en vue de l'amender. Dans ce cadre, un débat est prévu courant janvier entre le comité scientifique et le public. L'un des objectifs du colloque étant de susciter la vocation de l'écriture et la production d'ouvrages pouvant enrichir l'histoire de Pointe-Noire, du Kouilou et du Congo, le comité scientifique attend les réactions du public après lecture. Par ailleurs, il est précisé à la page 265: « Les opérations de recueil d'informations et d'iconographies se poursuivent (...). Les fresques feront l'objet d'un beau livre dans lequel figureront, en bonne place, les personnalités nationales du Kouilou et de Pointe-Noire, qu'elles soient du monde politique, culturel, scientifique, religieux, artistique, médical, etc. »

Le colloque sur le portique atlantique est le premier d'une série qui va se poursuivre dans les autres départements du pays. Cela, aux fins d'identifier et de consolider les étapes de construction et de consolidation de l'identité de la nation congolaise, comme l'indique son thème général. Un aspect d'une importance capitale pour la nation, d'après les explications du professeur Ngoie-Ngalla : « Il est temps que nous sachions d'où nous venons et où nous allons. Et pour savoir exactement où nous allons, il est précieux de savoir d'où nous venons. La nation que nous projetons à l'horizon de nos attentes, à un horizon plus ou moins lointain, était déjà construite. Parce que la nation comme l'ethnie, se construit à partir de milliers d'éléments hétérogènes qui finissent par se regrouper pour former un bloc culturellement homogène. Si l'opération de vulgarisation des acquis scientifiques se fait, à la vérité, tout le monde saura bientôt d'où nous venons et de quoi nous sommes constitués. »

Après la présentation de l'ouvrage, des échanges entre le comité scientifique et le public ont eu lieu, même s'ils n'ont pas été nombreux. Les sujets abordés ont notamment tourné autour des attentes du comité scientifique et de la contribution du public à l'enrichissement de l'ouvrage, du rôle de la presse dans la vulgarisation des actes du colloque, et d'autres points concernant Pointe-Noire et le Kouilou comme l'état de la route nationale n°1 et les érosions.

Lucie Prisca Condhet

Les Dépêches de Brazzaville

**VOUS SOUHAITENT
UNE BONNE ET HEUREUSE
ANNÉE**



MOTS FLÉCHÉS N°007

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SUDOKU N°007

ATTITUDE PROTO-COLAIRE	TITRE DONNÉ	COMME LA DAME QUI VIENT DE PASSER ACCABLÉ	HYBRIDE D'ÂNE	AVANT L'ÉGYPTE ACTUELLE	SONT OUVERTES	LE CÉSIIUM
FUTUR ROI	FÉLIN		FÊTA L'ÉVÈNEMENT	PALMIER À NOIX MONNAIES NORDIQUES	ANCIEN PARTI	
SALES TOURS						
METTRE AU FEU						
				AXE SUR UNE CARTE PROVOQUER LE BIEN-ÊTRE		TOUT À FAIT CAPABLES
MANCHES			ENLEVÉE DU CORPS		POSSESSIF	
EXPRIME L'ÉTONNEMENT					COUCHÉ	
	VIEUX INDIENS AUX ETATS-UNIS			EUT CHAUD INDICATION D'ACCOMPAGNEMENT		FAUX ANIS
ATTRIBUT D'OISEAU			PETIT COURS CÔTIER IL VEILLE SUR TOUT		CELUI DU JOUR EST À LA CARTE PERROQUETS	
DÉBUT DE COMPTE						
	DÉSERT DE SABLE DIVINITÉ DE L'AMOUR		FEMME DES ÎLES			
BON POUR DÉSIGNER ABIMÉE PAR LE FROID		PAGINÉS				
		ANGLES DE MURS				
			GRANDE TORTUE MARINE BOUCHES D'OISEAUX			COUETTE OU NATTE
LAISSER LA PLACE (SE)	LAC DE MONTAGNE ESSENCE DE QUALITÉ		APPRÉCIATION FLATTEUSE	IL PERMET DE RÉVER	HAUTE TENSION	
				FILET DE CAMPAGNE	BLANCHES ET SAINES	
				SAPEUR-POMPIER		FLAIRE QUELQUE CHOSE
				DRAME		
PARTIE INFÉRIEURE	DEVANT ANTONIO		MOUSSEUSE ORGANISME MODIFIÉ			
				MARCHES SANS BUT PRÉCIS DIRECTEUR GÉNÉRAL		
MOT DE CAPRICIEUX TISSU DE JEANS		CHEMIN POUR MARCHEURS		DÉCILITRE	ÉCOLE POUR PROFS	
				IL NE PENSE QU'À LUI		

>FACILE

4		2	8		6	9		
3		6	2				7	
		1		7			6	
2	4			6	7			9
			1		3			
7			9	4			3	6
	2			5		6		
	6				8	1		5
		5	6		4	2		7

>MOYEN

	4	5	9					3
3			7	6				8
		6	1		4	5		
					6		4	2
		2		7		6		
8	6		3					
		8	4		7	3		
1				8	3			4
6					1	7	8	

>DIFFICILE

8			9	6				4	
2					1	8	5	6	
			5			7			
		8			6		7		
	1	7				6	8		
	5		8			3			
		2			4				
1	3	9	6						8
	4			8	2				5

MOTS CROISÉS N°007

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Une course vers le sommet. - 2. Préfecture du Var. Porteuse de titres. - 3. Sans motif. Amas de glace. - 4. Bassin de port méditerranéen. Arbre africain aux racines médicinales. - 5. Infinitif. Poisson rouge. Unité monétaire du Laos. - 6. Loup de mer. L'épouse du rajah. - 7. Cap vers Alicante. Suite de siècles. Préposition. - 8. Titane. Magistrat municipal. - 9. Article du rédacteur en chef. Tel l'air du littoral. - 10. Voisins de martinets, fournisseurs de nids d'hirondelle.

>VERTICALEMENT A. Elles suivent leurs cours. - B. Radar de sous-marin. Opéra de Verdi. - C. Il est parfois chevelu. Musique de film. Un tiers. - D. Lieu de la capitulation de Vercingétorix. Lettre grecque. - E. Saint du Cotentin. Ensemble de plumes, sur notre plume. - F. Ils finissent par peser. Montré sa joie de vivre. - G. Dedans. Réalisa un travail de brochage. - H. Sortie de bain. Enfant de Tonnerre. - I. Une odeur peut la taquiner. Particule noble. - J. De réception, ils sont les accusés.

MOTS À MOTS N°007

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.

- ① IRE + COR = C | | | | | |
- ② AGE + DOS = | | S | | |
- ③ ARC + LOI = | | | | | I

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°006

C	F	A	C	C	L
C	H	O	R	U	S
A	N	A	L	P	H
L	I	C	I	T	E
N	O	S	R	A	M
A	O	C	A	G	N
N	O	M	M	E	S
P	S	U	O	L	P
S	I	D	E	R	E
U	S	I	N	E	R
A	N	A	R	N	R
B	T	S	N	E	G
U	M	E	T	E	O
V	R	A	I	A	E
E	X	A	C	T	I
T	E	A	M	S	I

SUDOKU N°006

4	3	7	9	1	6	5	2	8
5	6	1	8	2	7	3	9	4
8	2	9	4	5	3	7	1	6
3	5	6	1	9	2	8	4	7
9	8	4	7	6	5	2	3	1
1	7	2	3	4	8	6	5	9
7	9	5	6	3	1	4	8	2
6	1	3	2	8	4	9	7	5
2	4	8	5	7	9	1	6	3

6	8	9	1	2	7	5	4	3
1	5	3	4	8	9	6	2	7
7	4	2	6	5	3	8	9	1
8	3	6	2	7	5	9	1	4
4	9	7	3	1	8	2	6	5
2	1	5	9	4	6	7	3	8
3	2	8	5	9	1	4	7	6
5	6	4	7	3	2	1	8	9
9	7	1	8	6	4	3	5	2

MOTS CROISÉS N°006

S	C	E	N	A	R	I	S	T	E
T	A	T	O	U	A	N	T		N
O	A	N	T	I	V	O	L		
I	N	T	E	R	D	I	R	E	Z
C	O	S	E	I	N	E			E
I	M	A	M	E	C		P	U	
E	M	I	S	E		I	O	N	S
N	E		A	N	O	B	I	E	
N	A	R	T		L	E	U	R	
E	T	U	I		M	E	S	S	E

5	6	7	8	4	2	9	1	3
9	4	3	5	7	1	6	8	2
8	1	2	6	3	9	7	5	4
1	2	5	7	8	6	4	3	9
7	8	9	4	2	3	1	6	5
4	3	6	1	9	5	2	7	8
2	5	1	9	6	8	3	4	7
6	9	4	3	5	7	8	2	1
3	7	8	2	1	4	5	9	6

MOTS À MOTS N°006

1/ DEPUIS - 2/ USAGER - 3/ DAMIER.

AUDIENCE À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Jean Yves Le Drian souhaite une bonne coopération entre Sangaris et la Misca

Après une heure d'entretien, ce jeudi 2 janvier, avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le ministre français de la Défense, Jean Yves Le Drian, a plaidé pour « une bonne cohérence et une bonne coopération entre l'opération Sangaris et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) » afin d'aller au résultat en Centrafrique.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur le ministre, peut-on connaître l'objet de votre visite à Brazzaville ?
Jean Yves Le Drian : Je suis en visite des forces françaises présentes sur plusieurs théâtres en Afrique sahélienne et en Afrique centrale. Je suis particulièrement préoccupé de la situation en République Centrafricaine, et j'ai tenu à venir voir le président Denis Sassou N'Guesso, parce que la France et le Congo sont tous deux contributeurs au processus mis en œuvre de l'application de la résolu-



Jean Yves Le Drian s'entretenant avec le président Denis Sassou N'Guesso

tion des Nations unies. Il y a près d'un millier de soldats congolais en RCA, il y a 1600 soldats français, nous sommes devant des engagements importants et il était utile qu'on en parle, et que l'on prenne l'avis de celui qui est le plus grand contributeur à la MISCA (Mission internationale de sécurisation de la Centrafrique),

le Congo.

LDB : De quoi avez-vous parlé concrètement ?

JYLD : Il n'y a pas de commentaire particulier à faire, mais nous sommes soucieux de la bonne mise en œuvre de la résolution des Nations unies, déterminés à appliquer cette résolution dans son intégralité ; c'est-à-dire à la

fois désarmer toutes les parties, faire en sorte que la MISCA se déploie, faire en sorte que le processus politique se mette en œuvre. Nous avons échangé sur ces trois points.

LDB. Le président François Hollande parlait de la démonstration de l'efficacité lorsque l'opération Sangaris a été lancée début décembre. Cette stratégie tient-elle toujours ?

JYLD. Bien sûr, mais le mal est profond en République centrafricaine. C'est pourquoi il faut un peu de temps et il faut une bonne cohérence, une bonne coordination entre l'opération Sangaris et la MISCA pour aboutir au résultat rappelé plus haut qui tient en trois points : désarmement, renforcement de la MISCA, transition politique.

DB. Vous avez déclaré à l'issue de votre séjour au Mali que les forces françaises de la mission Serval resteront le temps qu'il faut, qu'en est-

il de la Centrafrique où la situation est aussi préoccupante ?

JYLD. Il y a en Centrafrique une urgence sécuritaire et une urgence humanitaire, donc le plus rapide est le mieux et le plus rapide est nécessaire. Il faut se mobiliser pour que ça aille vite.

Jean Yves le Drian qui était accompagné entre autres de l'ambassadeur de France au Congo, Jean-François Valette venait de Bangui en Centrafrique et de Libreville au Gabon, dans le cadre de la tournée africaine qu'il avait commencée au Mali où la France conduit l'opération Serval. L'audience s'est déroulée en présence de plusieurs officiels congolais dont les ministres Basile Ikouébé et Charles Richard Mondjo, respectivement ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, et ministre à la présidence chargé de la Défense nationale.

Propos recueillis par Gankama N'Siah

BRIN D'HISTOIRE

Le stade Félix Éboué

Jouxant la basilique Sainte-Anne, autre propriété de l'Église catholique, le stade Éboué est situé à Poto-Poto, centre névralgique de la capitale congolaise. S'y concentrent deux grands marchés qui en font un supermarché en plein air, à l'animation incessante.

Le stade Félix Éboué est un lieu incontournable du tourisme sportif et culturel de Brazzaville. Les habitants de cette ville se souviennent encore des joutes sportives héroïques et angoissantes qui eurent lieu dans cette arène qui connut des personnages aussi célèbres que : Roi de la Plaine (Mambéké-Boucher), Professeur (Massengo), Doktor Fû Manchu (Clément Massengo) Mobutu (Ambara Bérulle), Mulélé (Bernard Foundoux), Soumialot (Miéré Chine), (Seigneur) Kibongé, Maréchal (Jadot), (Technicien) Matoko, Sorcier (Malouema et Mbono Jean-Michel), Géomètre (Ndomba). Décidemment, cette arène aime les sobriquets ou noms de guerre, comme les appelaient feu Clément Massengo, journaliste émérite.

À l'évocation de ces noms, revient en mémoire la célèbre chanson de Franco « La Mode ya Pius », connue des brazzavillois sous le titre « tembé na tembé ekutani » qui ouvrirait les joutes et ponctuait les pauses. Depuis quelques années, le

stade Eboué abrite les manifestations du Fespan. Des personnages hauts en couleurs tels que : Missile, Arafat, Chairman s'y produisent, avec d'autres, à cette occasion. Le stade Félix Éboué, construit par l'architecte Roger Errel en 1944 est l'un des symboles architecturaux de Brazzaville. Les gargouilles sont l'œuvre du sculpteur congolais Benoît Konongo. La monumentale statue de Félix Éboué, posée en 1957, a été réalisée par le sculpteur français Jonchère.

Ce site tient son nom du gouverneur général de l'Aef, Adolphe Sylvestre-Félix Eboué né à Cayenne le 26 décembre 1889. Il est le premier homme de couleur à accéder à la fonction de gouverneur à l'époque coloniale. Il est décédé le 17 mai 1944 au Caire. Il était décrit par de Gaulle comme « *un de ces noirs ardemment français* ». Le 20 mai Félix Eboué devenait le premier noir inhumé au panthéon, en compagnie de Victor Schœlcher, à l'origine de l'abolition de l'esclavage.

Pour l'histoire, signalons que d'autres grands hommes français sont inhumés dans ce haut lieu parisien de mémoire. Sous la Révolution : Voltaire, écrivain et philosophe (1791), Jean-Jacques Rousseau, écrivain et philosophe (1794).

Sous l'Empire : Tronchet, politique (1806), Petiet, militaire (1806), Be-

vière, politique (1807), Portalis, juriste et politique (1807), Resnier, écrivain et politique (1807), Choiseul-Praslin, homme politique (1808), Perregaux, banquier (1808), Malher, militaire (1808), Cabanis, médecin et philosophe (1808), Beguinot, militaire (1808), Caulaincourt, militaire (1808), Durazo, militaire (1809), Papin, juriste et politique (1809), Vien, peintre (1809), Laboissière, militaire (1809), Morard de Galles, militaire, (1809), Sers, politique (1809), Crétet, politique (1809), Le Blond de Saint-Hilaire, militaire (1810), Lannes, militaire (1810), Caprara, religieux (1810), Fleurieu de la Tourette, explorateur et politique (1810), Trielhard, juriste et politique (1810), Songis des Courbons, militaire (1811), Carlo Erskine, religieux (1811), Sénarmont, militaire (1811), Ordener, militaire (1811), Bougainville, explorateur (1811), Vincenti-Mareri, religieux (1811), Winter, militaire (1812), Dorsenne, militaire (1812), Lagrange, militaire (1813), Jacqueminot, politique (1813), Cossé-Brissac, militaire (1813), Justin de Viry, politique (1813), J. Rousseau, politique (1813), Walther, militaire (1813), Démeunier, politique (1814), Reynier, militaire (1814), Régnier, politique (1814), Legrand, militaire (1815), Thévenard, militaire (1815).

Sous la Restauration : Soufflot, architecte (1829).

Sous la III^e République : Victor Hugo, écrivain et politique (1885), La Tour-d'Auvergne-Corret, militaire (1889), L. Carnot, scientifique (1889), Baudin, médecin et politique (1889), Marceau, militaire (1889), S. Carnot, politique (1894), Marcellin, scientifique, enterré avec son épouse Sophie Berthelot (1907), Zola, écrivain (1908), Gambetta, politique (1920), Jaurès, politique (1924), Painlevé, scientifique et politique (1933).

Sous la IV^{ème} République : Langevin, politique (1948), Perrin, scientifique (1948), Eboué, politique et résistant (1949), Schœlcher, politique, inhumé avec son père Marc (1949), Braille, scientifique (1952).

Sous la V^{ème} République : Moulin, politique (1964), Cassin, politique (1987), Jean Monnet, politique (1988), Grégoire, religieux et politique (1989), Monge, scientifique (1989), Condorcet, philosophe et politique (1989), Marie et Pierre Curie, scientifiques (1995), Malraux, écrivain et politique (1996), Dumas, écrivain (2002).

Sur le fronton du panthéon on peut lire : Aux grands hommes, la nation reconnaissante ; sur celui du stade Eboué on pourrait écrire : que cet endroit continue de nous procurer beaucoup de joie et du plaisir.

Mfumu